

L'installation en élevage en France : enjeux et agenda de recherche

INRAE Prod. Anim.,
2025, 38 (3), 7527

Marie-Odile NOZIÈRES-PETIT¹, Philippe LESCOAT²

¹INRAE, Cirad, Institut Agro Montpellier, Université de Montpellier, UMR SELMET, 2 place Viala, 34000, Montpellier, France

²AgroParisTech, INRAE, UMR SADAPT, 22 place de l'Agronomie, CS 20040, 91123, Palaiseau Cedex, France

Courriel : marie-odile.nozieres-petit@inrae.fr

■ **Problématique devenue cruciale au fil des années, en France et en Europe, l'installation en élevage, pourtant constante en volume, ne permet pas un renouvellement des actifs de ce secteur. Avec une tendance à l'augmentation de la diversité des porteurs de projets et des structures accueillant une installation, les dynamiques d'installation nécessitent d'être inscrites à l'agenda des recherches des années à venir.**

Introduction

L'agriculture française, et en son sein, le secteur de l'élevage, s'est profondément transformée tout au long du XX^e siècle. Diminution du nombre d'exploitations, agrandissement des structures, spécialisation et intensification sont les processus qui caractérisent le plus ces changements et ce, toutes productions confondues (Hervieu & Purseigle, 2022). Depuis les années 1980 et pour l'ensemble de l'agriculture française, le nombre d'actifs a pratiquement été divisé par quatre (Chardon *et al.*, 2020), alors que, dans le même temps, la production agricole a augmenté. Cette augmentation très importante de la productivité du travail (Charroin *et al.*, 2012), s'est effectuée par un remplacement massif du travail par le capital (Colson & Blogowski, 2016). Processus en réalité partagé par l'ensemble des agricultures mondiales (voir les sentiers mondiaux de productivités agricoles (1961-2013)) – (Dorin, 2021 cité dans Hubert & Couvet (2021)), cet accroissement de la productivité du travail est associé en Europe, à une décroissance globale du nombre

d'exploitations (Eurostat, 2023) et à des transformations profondes des formes d'exercice de l'élevage (p. ex., Muñoz-Ulecia *et al.*, 2021).

En France, depuis des décennies, les départs – à la retraite, par cessation d'activité – sont plus nombreux que les entrées par l'installation de jeunes et moins jeunes agriculteurs. Ce problème de renouvellement des actifs est généralisé en Europe, mais son ampleur et sa nature sont mal connues (Burton & Fischer, 2015 ; Zagata & Sutherland, 2015). Par ailleurs, la tendance semble s'inverser à certains endroits (Coopmans *et al.*, 2021). Ainsi, en France, si ce nombre d'actifs agricoles baisse encore, -18 % pour les exploitants et coexploitants (Agreste, 2022c), entre 2010 et 2020, cet affaissement est moindre que dans les décennies précédentes. À l'échelle européenne, plusieurs auteurs analysent et soulignent ainsi les difficultés auxquelles sont confrontés les nouveaux agriculteurs dans leur installation (dans le cadre ou non d'une succession), avec, au premier chef, l'accès à la terre et au capital (p. ex., Eistrup *et al.*, 2019 ; Bertolozzi-Caredio

et al., 2020) au regard de la rentabilité possible de cette activité (Sutherland, 2023).

L'élevage n'échappe pas à cette évolution. Le taux de remplacement des départs varie entre orientations de production, allant d'approximativement de un pour un en ovins-caprins, à quatre pour dix en bovins lait et mixtes ou cinq pour dix en bovins viande (Idele, 2023). Il est variable pour les élevages hors-sol, mais globalement de 90 % entre 2011 et 2021 (CNE, 2023) pour les installations aidées (Le Bars, 2021). Un sondage IFOP pour le CNIEL, effectué en 2020 auprès de 1 600 jeunes de 15 à 25 ans représentatifs de la population française, montre que 85 % des personnes interrogées n'envisagent pas d'exercer un métier lié à l'élevage laitier alors que 65 % considèrent que ces métiers ont une bonne image (IFOP-CNIEL, 2020). Les controverses et attentes sociétales fortes vis-à-vis du secteur de l'élevage (Delanoue *et al.*, 2015 ; Pluvinage, 2016), les faibles revenus, la pénibilité physique des activités d'élevage peuvent expliquer cette plus faible attractivité du métier d'éleveur. Cette faible attractivité de l'élevage est là encore partagée

par les autres pays européens (Belanche *et al.*, 2021).

Néanmoins, en France, au cours de la décennie 2010, le nombre d'installations en élevage est relativement constant, en élevage de ruminants (Idèle, 2023) comme en élevage de monogastriques. Être éleveur attire pour plusieurs raisons. Au côté des aspects techniques et économiques qu'il recouvre, ce métier permet « *i*) des relations de qualité avec les bêtes et les gens, *ii*) un enrichissement de l'identité et *iii*) un épanouissement du corps » (Fiorelli *et al.*, 2007). L'exercice du métier implique ainsi un engagement affectif et corporel avec les processus du vivant (Blanc, 2009) et un renouvellement des liens entre nature et culture (Guicheteau, 2021) qui séduisent. De ce fait, ce ne sont plus seulement des « fils d'éleveurs » qui s'installent, mais également des personnes qualifiées de « non issues du milieu agricole » (NIMA) qui deviennent éleveurs. Si ce phénomène n'est pas nouveau dans certaines productions et certains territoires – l'exemple le plus emblématique étant les créations des systèmes caprins dans les territoires du Sud de la France entre 1960 et 1990 (Jenot *et al.*, 2022) – il semble s'être répandu depuis quelques années à l'ensemble des productions d'élevage et des territoires français (p. ex., Bienvenu, 2018 ; Guillemin & Bermond, 2021).

Pourtant les tensions entre les emplois proposés et leur occupation ne manquent pas (Bienvenu, 2018 ; Gelin *et al.*, 2021 ; Chouteau *et al.*, 2022), les entrées par création d'activité comme la reprise ou l'insertion dans des structures existantes pouvant s'avérer difficiles, tant du point de vue humain, que technique ou financier (Le Blanc, 2011 ; Gaté & Latruffe, 2016). Par ailleurs, les modèles techniques et organisationnels choisis par les nouveaux actifs lors de leur installation semblent se diversifier, avec, par exemple, une orientation plus fréquente vers des circuits courts (Baysse-Lainé, 2020 ; Depeyrot *et al.*, 2022) ou des formes d'activités visant à créer des collectifs de vie pour plusieurs personnes tout en mêlant élevage et agriculture dans la structure

agricole (Morel, 2018 ; Laurant, 2022). Les analyses de l'évolution des emplois en élevage (p. ex., Forget *et al.*, 2019 ; Chatellier *et al.*, 2021 ; pour l'ensemble de l'agriculture française) d'une part, mais aussi celles sur l'évolution des structures (p. ex., Veysset *et al.*, 2020 ; Nguyen *et al.*, 2022 pour une approche plus large), d'autre part, fournissent un faisceau d'informations qui laissent à penser que la diversité des trajectoires d'installation (Fiorelli *et al.*, 2012) comme la diversité des structures d'élevage accueillant ces installations, sont de plus en plus grandes. Plusieurs auteurs montrent ainsi que l'organisation d'une succession génère des transformations profondes dans les exploitations agricoles, en particulier des investissements, mais aussi d'autres formes d'innovations (Suess-Reyes & Fuetsch, 2016 ; Condor, 2020 ; Sutherland, 2023).

Ainsi, si le nombre d'installations est une question en soi, leur nature et leur diversité deviennent des sujets de travail en eux-mêmes pour la recherche et la recherche-développement. Ces suites s'ajoutent à la nécessité de travailler sur les trajectoires des nouveaux entrants. L'objectif de cet article est donc d'effectuer une synthèse des connaissances sur l'installation en élevage, tant sur les caractéristiques des porteurs de projet (qui s'installent ou non *in fine*), sur les attributs des exploitations concernées, que sur les processus de mobilisation des ressources nécessaires. Cette synthèse permet de proposer des questions de recherche visant à éclairer la problématique de l'installation pour accompagner l'action.

Dans cet article, la première partie présente le matériel à partir duquel nous avons travaillé. La deuxième partie montre comment chaque catégorie d'acteurs concernée par la problématique de l'installation l'entremêle avec d'autres enjeux adressés à l'agriculture, la rendant difficile à circonscrire. La troisième partie, au fil des analyses existantes des trajectoires d'entrée dans le métier, met en évidence l'accroissement de la diversité des porteurs de projets et des projets eux-mêmes. Les freins et leviers à la constitution des moyens de production au sens large

sont nombreux et font l'objet de la quatrième partie, mais aussi de la cinquième partie qui propose un focus particulier sur l'accompagnement à l'installation. Enfin, nous clôturons cet article par une sixième partie rassemblant les questions de recherche que nous identifions.

1. Matériel et méthode

Nous nous intéresserons ici à l'installation en élevage, c'est-à-dire à l'entrée de nouvelles personnes dans des exploitations d'élevage comme actifs permanents, que cela soit comme chefs d'exploitation ou coexploitants ou comme cotisants salariés. Pour conduire cette synthèse, nous nous appuyons sur deux types de matériel.

Le premier matériel correspond à la littérature scientifique, complétée du vaste corpus de littérature « grise » existant du fait de la diversité des acteurs fortement concernés par cette problématique. Ce corpus « gris » est constitué des productions de différentes instances professionnelles agricoles, d'instances de gouvernance nationale et régionale du secteur agricole ou des instances consultatives associées jusqu'à des travaux d'étudiants en productions animales obtenus lors de la formation de futurs cadres du secteur de l'élevage. Les études retenues sont celles ayant une posture analytique et non programmatique. De l'ordre de soixante-cinq références scientifiques de travaux menés en France ont été réunies ([tableau 1](#)), recouvrant très majoritairement des analyses qualitatives. Quelques rares approches quantitatives comme celle de Depeyrot *et al.* (2022) sont à noter. Nous avons concentré notre recherche sur les travaux conduits dans le secteur de l'élevage ou incluant des situations d'élevage dans leur analyse. La recherche a été complétée par des travaux embrassant le secteur agricole dans sa globalité sur les questions de processus d'installation, de transformations des emplois et des structures, de transmission des structures et d'attractivité du métier. Sur les questions de mobilisation du foncier et de l'accompagnement, nous avons

Tableau 1. Répartition thématique des travaux scientifiques menés en France.

	Agriculture, sans spécificité	Agriculture dont élevage	Élevage
Installation	Rosenwald (2010) Martin (2016) Valabregue (2016)	Nouvelles formes d'installation : Le Blanc (2011) Fiorelli <i>et al.</i> (2012) Morel (2018) Laurant <i>et al.</i> (2021) Jeanneaux <i>et al.</i> (2023)	Jacquemain (2017) Chouteau <i>et al.</i> (2020) Nozières-Petit <i>et al.</i> (2021)
Thèmes connexes			
Transformation des emplois et structures	Olivier-Salvagnac & Legagneux (2012) Anzalone & Purseigle (2014) Agarwal & Dorin (2019) Purseigle <i>et al.</i> (2019)		Perrot <i>et al.</i> (2018) Forget <i>et al.</i> (2019) Jeanneaux <i>et al.</i> (2020) Chatellier <i>et al.</i> (2021) Jeanneaux & Velay (2021) Depeyrot <i>et al.</i> (2022)
Transmission des structures existantes	Chizelle <i>et al.</i> (2019)	Bermond (2007) Picaud <i>et al.</i> (2015) Gaté & Latruffe (2016) Bienvenu (2018) Cnudde <i>et al.</i> (2023) Rigollet-Davis <i>et al.</i> (2023)	Veysset <i>et al.</i> (2008) Jacques-Jouvenot (2014) Gaté & Latruffe (2016) Chatellier <i>et al.</i> (2021) Piet <i>et al.</i> (2021b)
Attractivité du métier			Depoudent <i>et al.</i> (2021) Delanoue <i>et al.</i> (2022)
Questions vives adressées à l'agriculture contribuant à informer les dynamiques d'installations en élevage			
Travail	Christen (2017)	Lécole (2021)	Frappat B. (2006) Cournot & Chauvat (2010, 2012) Madelrieux <i>et al.</i> (2015) Malanski (2017)
Mobilisation de la ressource foncière	Jouve & Vianey (2012) Cavalier (2013) Pech & Giorgis (2013) Lombard & Baysse-Lainé (2019) Guillet & Barral (2022)	Caplat <i>et al.</i> (2006) Latoste <i>et al.</i> (2016) Barral <i>et al.</i> (2017a, 2017b) Levesque (2017) Purseigle <i>et al.</i> (2017)	
Accompagnement par des acteurs dont ceux du territoire	Donadieu (2003)	Delfosse & Baysse-Lainé (2018) Hasnaoui-Amri <i>et al.</i> (2022)	
Transformations de l'agriculture	Baysse-Lainé (2020)		Peyraud & Duhem (2013) Nozières-Petit (2014) Rapey (2015) Verdoux <i>et al.</i> (2019) Quenon <i>et al.</i> (2020) Verret <i>et al.</i> (2020) Scheromm <i>et al.</i> (2021)

également mobilisé ce dernier type de travaux en soulignant les spécificités du secteur de l'élevage, quand elles existent.

Le second type de matériau est constitué de 36 entretiens conduits en 2020 auprès d'experts recensés comme ayant une bonne connaissance de la problématique de l'installation (tableau 2).

À partir de ces entretiens, 15 grandes dimensions liées à cette question se dégagent. Il peut s'agir de freins et leviers au processus d'installation (exemples : accès au foncier, financement dont les aides, accompagnement), d'éléments de description des porteurs de projets (exemples : formations et compétences, NIMA et/ou hors cadre familial (HCF), c.-à-d. personne

s'installant sans être de la famille « jusqu'au troisième degré, collatéraux inclus » (article 741 du Code Civil et suivant) ou des caractéristiques des projets (exemples : pluriactivité, formes sociétaires, systèmes de production choisis). Quinze fiches ont été conçues et mises en débat avec ces mêmes experts lors d'un séminaire de travail à l'automne 2021.

Tableau 2. Types d'organismes auxquels appartiennent les experts rencontrés.

Type d'organismes	Nombre d'experts rencontrés
Instituts techniques	8
Organismes de recherche	11
Ministère Agriculture / Recherche / FranceAgriMer / MSA	6
Organismes consulaires	5
Interprofessions ou assimilés (CNE...)	2
Organismes de conseil en gestion / Banques	3
<i>Think Tank</i> agricole	1

Tentant de rassembler le maximum de matériau existant sur le sujet, notre travail pointe du doigt son incomplétude, tant du point de vue des données permettant de décrire l'état des lieux des installations en élevage en termes d'importance et de nature, que d'interroger les processus à l'œuvre au cours de ces installations dans leur cohérence avec les transformations attendues pour ce secteur face aux enjeux contemporains.

2. L'installation en élevage, une problématique difficile à circonscrire

Les organisations professionnelles agricoles pointent depuis plusieurs années un problème de non-renouvellement « des actifs » ou « des générations ». Elles soulignent également les transformations conjointes, que sont la diminution du nombre d'exploitations et leur agrandissement. La baisse du nombre de structures est plus importante pour le secteur de l'élevage que dans d'autres secteurs agricoles avec, entre 2010 et 2020, des décroissances de 25 à 35 % du nombre d'exploitations selon les productions d'élevage (Agreste, 2022d). Ces évolutions engagent d'autres questions dont celle de la capacité d'élevages de grande taille à entrer pleinement dans la transition agroécologique et à relever la diversité des défis actuels (Delanoue & Roguet, 2015 ; Mauguin, 2019 ; Tittonell *et al.*, 2020).

Pour les opérateurs des filières c'est plutôt la stabilité du nombre de points de collecte qui est en jeu. Si elle n'est pas assurée ou compensée par une augmentation de la production sur chaque exploitation, elle fragilise à terme les volumes collectés et transformés ainsi que les qualités seuil et distinctive des produits. Récemment, la capacité des différentes productions animales à couvrir les besoins de la population française en quantité et qualité s'affaisse, induisant une plus grande dépendance aux importations (FranceAgriMer, 2021) et une fragilisation de la rentabilité et du potentiel de croissance des entreprises d'aval.

Les acteurs des territoires (collectivités territoriales, parcs naturels, mais aussi, associations de protection de la nature ou simples citoyens) portent une pluralité d'enjeux vis-à-vis de la question de l'installation. Certains vivent ce taux de renouvellement faible des éleveurs comme un « abandon de leur territoire », qui conduit à sa modification profonde, tant physique que sociale (Rosenwald, 2010). Ainsi, des paysages d'élevage, parfois très emblématiques, accusent un embroussaillage voire un développement de la forêt important lié à une sous-utilisation des terres (p. ex., Caplat *et al.*, 2006). D'autres acteurs, comme ceux de certains centres urbains (Verret *et al.*, 2020 ; Scheromm *et al.*, 2021), voient surtout, dans l'installation d'éleveurs, la possibilité d'assumer l'enjeu d'écologisation de leur territoire ou de relocaliser une

partie de l'alimentation des habitants (Baysse-Lainé, 2020).

Les articles de presse et autres ressources médiatiques, présentant les points de vue et activités de ces différents acteurs, sont abondants. Syndicats agricoles, Confédération nationale de l'élevage (CNE), Chambres d'agriculture, structures du réseau Inpact « Initiatives pour une agriculture citoyenne et territoriale » (CIVAM, Terres de Lien, ADEAR...), mais aussi coopératives et banques, tous produisent des ressources, tant à visée de communication que de recrutement et d'accompagnement des porteurs de projet. Nous pouvons citer, par exemple, les Points accueil installation (PAI) du dispositif consulaire, le site internet « Devenir éleveur », conçu par la CNE ou le Répertoire départ installation (RDI). Cet ensemble de ressources témoigne de l'acuité de la prise de conscience de cette problématique à la fois par les acteurs des politiques publiques et par les agriculteurs eux-mêmes.

Portée par le monde agricole comme par les politiques publiques voire par l'ensemble de la population française, la question du nombre d'entrants en agriculture (dont l'élevage) traverse plusieurs décennies (Détang-Dessendre *et al.*, 2021 ; MASA, 2022). Pourtant, c'est tout autant la question du nombre d'entrants comme actifs permanents dans l'activité d'élevage que celle des types de structures agricoles accueillant ces installations qui est soulevée. Ces deux questions se posent avec d'autant plus d'acuité que les défis adressés à l'élevage sont importants. La question du nombre d'éleveurs n'est donc pas tant celle d'un renouvellement des actifs mais plutôt celle d'un « nombre suffisant » d'actifs pour des formes d'élevage relevant ces défis.

3. Entrée dans le métier d'éleveur : accroissement de la diversité des porteurs de projets et des projets eux-mêmes

Cette partie fait un état des connaissances sur les caractéristiques des porteurs de projet, sur les formes

d'installation, structurées essentiellement avec deux attributs que sont « cadre/hors cadre familial » et « création/reprise partielle ou totale/inclusion dans un collectif » ainsi que sur les types de productions envisagées.

Les échanges au sein des arènes publiques, tant politiques que techniques, sur l'installation en élevage montrent à travers le vocabulaire utilisé, un attachement fort d'un certain nombre de parties prenantes à la logique de transmission intrafamiliale des structures. Pourtant, le pourcentage de fils et filles d'agriculteurs devenant agriculteurs entre 1977 et 2020 évolue de 36 à 24 % pour les fils et de 39 à 6 % pour les filles (CNE, 2023). Ceci s'accompagne chez les représentants professionnels agricoles d'un consensus sur la nécessaire « taille humaine » des élevages.

Depuis plusieurs décennies, un accroissement de la diversité des trajectoires d'entrée dans le métier est observé. Si les transmissions dans le cadre familial restent très majoritaires, les installations HCF sont en croissance. Il en est de même des installations des NIMA dont la définition par la négative donne peu d'information sur ce qu'ils sont réellement. Ces deux mouvements interrogent les capacités du monde de l'élevage à intégrer des personnes extérieures, ou qualifiées comme telles (p. ex. sur des territoires avec élevage : Bienvenu, 2018 ; Rigollet-Davis *et al.*, 2023).

La diversité des profils de porteurs de projets, et des dynamiques associées en termes d'installation, constitue un champ entier d'investigation. L'analyse des changements de profils des responsables d'exploitation de ruminants entre les deux recensements agricoles de 2010 et 2020 (Depeyrot *et al.*, 2022) montre que les installations HCF sont en augmentation : 28 % pour les installés après 2010 contre 19 % avant. L'augmentation de projets en élevage conduits par des NIMA est maintenant souvent observée et analysée, afin de comprendre comment les accompagner dans leur installation. Ainsi, Chouteau *et al.* (2020) ont conduit une analyse qualitative de 20 projets d'installation portés

par des NIMA en élevage de ruminants. Ces auteurs montrent une diversité et une hétérogénéité des parcours de vie et des caractéristiques des porteurs concernés, en cohérence avec les résultats de l'étude de l'Observatoire emploi formation de l'agriculture (Chambre régionale d'agriculture de Bretagne, 2011). Ces NIMA sont majoritairement liés au monde agricole de différentes façons et à différentes étapes de leurs vies en amont de l'installation. Les âges à l'installation sont très variables, correspondant à un premier emploi ou à des reconversions tardives. Chouteau *et al.* (2020), en cohérence avec les résultats de Jacquemain (2017), *in* Nozières-Petit *et al.* (2021), montrent qu'une posture de NIMA rend explicite les questions de compétences et de formations, ce qui n'est pas obligatoirement le cas lors d'une installation intrafamiliale. Ces travaux montrent également la propension des NIMA à s'installer en individuel, en agriculture biologique et en circuit court.

Les travaux sur les structures des exploitations accueillant des installations soulignent un accroissement de leur diversité. Ainsi, les installations en production de ruminants depuis 2010 ont lieu presque deux fois plus qu'avant sur des micro-exploitations (11 % des éleveurs installés entre 2010 et 2020), avec une commercialisation en circuit court (29 % des éleveurs installés entre 2010 et 2020 vs 20 % des éleveurs installés avant 2010) et en agriculture biologique (15 % vs 10 %) (Depeyrot *et al.*, 2022). Ces types de structures accueillant de nouveaux actifs ne sont pas indépendants des profils des nouveaux installés. Par exemple, le choix des circuits courts est plus fréquent en élevage de ruminants pour les nouveaux actifs installés hors cadre familial (44 % des HCF) que ceux entrants dans le cadre familial (24 %) (Depeyrot *et al.*, 2022). Il en résulte des évolutions claires dans les types d'exploitations et donc de projets associés.

Néanmoins, l'installation est le plus souvent associée à un agrandissement de l'exploitation et à des changements profonds de structure (Allaire *et al.*, 2018). Ceci est confirmé par Jeanneaux *et al.* (2023) pour le département du Puy de Dôme, tout en nuancant cette

conclusion par l'existence d'installations sur des structures de petite taille par des personnes HCF et/ou NIMA. Mais cet agrandissement pose question puisqu'une entreprise trop capitalisée ou trop grande devient difficile à transmettre. Pour faire face à ce problème, des stratégies apparaissent : ne pas agrandir, adopter une solution fiscale de répartition de la terre et du capital (entre actifs ou avec des investisseurs extérieurs) (Purseigle *et al.*, 2019), apprécier de manière variable la surface et/ou la valeur du foncier (mécanisme cité par les experts appartenant aux organismes de conseil en gestion et banques).

Concernant les élevages de volailles, les dynamiques d'installations se rassonnent à l'échelle des ateliers de production, plus que des exploitations. À dire d'experts en volaille de chair, une augmentation progressive de la taille des ateliers s'observe. Mais une diversité certaine apparaît suivant les territoires et les cahiers des charges associés. Ainsi, toujours à dire d'experts, les élevages en Label Rouge et en Agriculture Biologique se sont développés de 2010 à 2018, parallèlement à une stabilité voire une décroissance en production conventionnelle. Si les nouveaux installés conçoivent des projets plutôt dans le cadre de filières sous signes de qualité, un expert d'une interprofession parle d'une inadéquation forte entre cette orientation et la réalité des marchés tirés par la volaille conventionnelle. Il peut y avoir plusieurs explications à ce phénomène dont l'image au sein de la société des volailles conventionnelles comparativement au Label Rouge ou à l'Agriculture Biologique, ainsi que les coûts nettement inférieurs de l'installation sous signe de qualité. Les chocs actuels en aviculture (grippe aviaire, prix des intrants...) sont également susceptibles de modifier les demandes des porteurs.

Pour la production porcine, à dire d'experts lors des entretiens, les porteurs de projets sont plus âgés à l'installation que dans les autres productions animales, avec des expériences antérieures en agriculture et une formation plus poussée. Ceci paraît cohérent avec les tailles des structures à reprendre et

les ressources financières nécessaires, avec des investissements considérés par les observateurs de ces filières comme très élevés, y compris comparativement à d'autres productions animales. Néanmoins, Roguet (2023) note l'apparition de petits élevages porcins sur lesquels peu d'informations existent, hormis une plus forte présence de circuits courts comparativement aux élevages classiques. Cette production dans son ensemble a, à dire d'expert, une grande difficulté à mobiliser de la main-d'œuvre, salariée ou non. Ainsi, Depoudent *et al.* (2021) observent un déficit d'attractivité, avec peu de personnes extérieures au monde agricole s'installant en élevage porcin classique.

Les experts interrogés décrivent des temporalités d'installation très diverses. Plusieurs situations s'observent : *i)* une installation « en une seule fois », quelle que soit la forme de l'exploitation reprise, en GAEC comme en exploitation individuelle, dans un cadre familial ou non ; *ii)* une installation après une période de salariat sur l'exploitation (cf. *infra*) ; *iii)* une installation progressive, qui permet d'acquérir l'outil de production par étapes et, du fait de la présence du « cédant », une transmission des compétences.

Enfin, chaque porteur de projet se saisit d'une diversité d'enjeux dans son processus d'installation. Si tous souhaitent vivre de leur activité, nombreux sont ceux aujourd'hui qui s'installent en définissant aussi des objectifs clairs d'ordre plus sociétal ou plus personnel. Cet ensemble constitue un projet de vie complet aux côtés du projet de production (Nozières-Petit *et al.*, 2021). Ainsi, certains projets d'installation donnent la part belle à des aspects transgénérationnels (Jacques-Jouenot, 2014), avec plus ou moins de tiraillement entre reproduction complète et innovation-rupture (Christen, 2017), d'autres à des engagements plus militants (Lombard & Baysse-Lainé, 2019). Lorsqu'il s'agit d'une installation dans le cadre d'une transmission, les difficultés et enjeux portés par les cédants comptent également (Lataste, 2022). Ils sont en particulier partagés entre maintien et accroissement de la valeur de leur exploitation, réalisation complète

de leur capital et recherche de solutions fiscales (Veysset *et al.*, 2008).

Chaque projet d'installation est ainsi unique, chaque porteur de projet construisant son propre chemin. En fonction des projets, plusieurs années peuvent s'écouler entre l'idée et sa concrétisation effective. Or s'il ne semble pas y avoir beaucoup d'abandons post-installation (discours « à dire d'experts » mais sans capacité à en valider la réalité), il ne semble pas y avoir non plus de données consolidées des abandons au fil des démarches d'installation.

4. Constitution des moyens de production : quels freins et leviers ?

Rassembler les moyens de production est le premier challenge auquel sont confrontés les porteurs de projets, accompagnés par les politiques agricoles depuis la seconde moitié du XX^e siècle en France (Coulomb, 1999) comme en Europe (Bertolozzi-Caredio *et al.*, 2020 ; Sutherland, 2023). Pour les porteurs de projet en élevage, il s'agit d'identifier et de rendre disponibles, les travailleurs, le foncier, les bâtiments et le cheptel. L'activation de ces moyens nécessite généralement la mobilisation d'outils de financements.

■ 4.1. Le collectif de travail

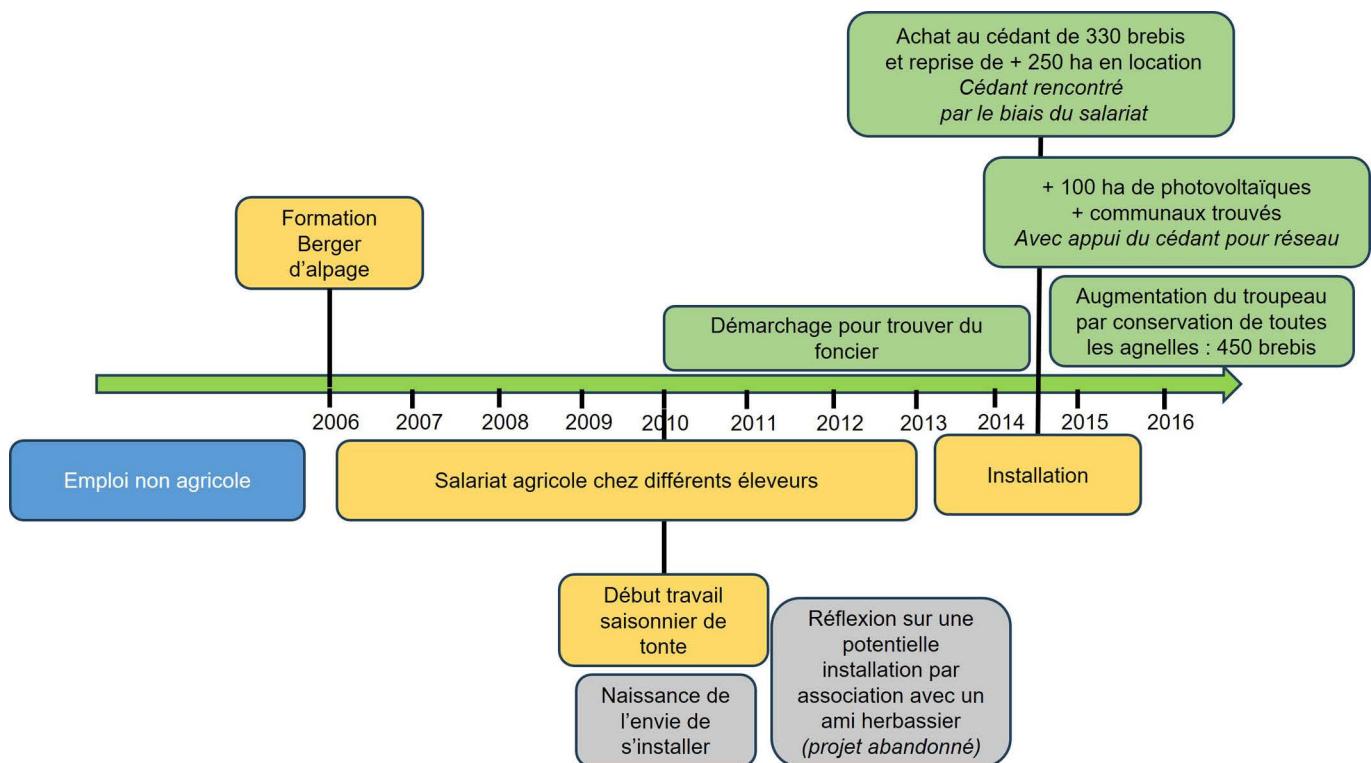
Le travail vient au premier chef des moyens de production. Il est devenu progressivement un frein à l'installation au cours de l'histoire agraire française. Le travail en élevage est très souvent structuré autour d'une astreinte conséquente (Cournut & Chauvat, 2012). Avec l'agrandissement des unités de production, mais aussi l'implication, en augmentation, de travailleurs non familiaux, *via* l'emploi de salariés (+8,2 % entre 2010 et 2020) (Agreste, 2022a), la constitution et le fonctionnement de collectifs de travail sont devenus de réels enjeux. Plusieurs points saillants caractérisent l'organisation du travail dans le cadre du processus d'installation d'un ou plusieurs nouveaux actifs en élevage.

a. L'importance des installations dans le cadre de formes sociétaires

En 2020, 59,3 % des nouveaux éleveurs ont commencé leur activité dans un cadre sociétaire (GAEC ou EARL généralement), ce pourcentage augmentant d'une année sur l'autre (MSA, 2022). Les formes sociétaires, et en particulier le statut de GAEC, constituent une possibilité de s'organiser pour faire fonctionner des exploitations plus grandes, mais aussi une solution pour transmettre la structure *via* des associations « père/mère-fils/fille » (Bermond, 2007), ou avec un actif non familial. Être en GAEC n'est pas nécessairement une façon d'être plus efficient ou d'avoir plus de temps libre, mais permet de travailler ensemble et favorise l'apprentissage des plus jeunes (Cournut & Chauvat, 2010). Le développement de ces GAEC est plus important dans des territoires marqués par la présence d'élevages intensifs en travail, de taille plutôt plus grande que les exploitations individuelles et pilotées par des actifs plutôt mieux formés (Agarwal & Dorin, 2019). Les experts rencontrés soulignent que ces formes sociétaires présentent des avantages : partage des tâches, diminution du temps de travail de chaque actif, accès à un soutien moral. Elles permettent de dissocier le foncier du capital en vue d'une transmission facilitée. Mais tous font ressortir la fragilité de ces associations. Des tensions y apparaissent fréquemment du fait de l'enchevêtrement entre vies personnelle et professionnelle ou de visions différentes des associés sur l'organisation du travail en particulier dans le rapport au temps libre. Formations lors du parcours à l'installation, introduction d'une période probatoire, recours à un intervenant extérieur sont des leviers identifiés par les experts comme pouvant faciliter la stabilité de ces associations dans le cadre de l'installation.

b. L'émergence d'installations collectives

Ces installations émergentes s'appuient sur des projets collectifs d'au moins trois personnes, majoritairement HCF, combinant des productions à haute valeur ajoutée, avec un projet de vie collectif central et une volonté affirmée de réalisme économique et

Figure 1. Exemple de trajectoire d'installation passant par du salariat, d'après Rabassa (2016).

de pragmatisme technique (ATAG, Association Tarnaise Agriculture de Groupe *in* Morel, 2018 ; Agarwal & Dorin, 2019). Les membres ne font pas systématiquement appel à des formes juridiques sociétaires classiques mais diversifient celles-ci, en particulier pour la mobilisation du foncier (Latoste *et al.*, 2016). Ces projets sont caractérisés par des degrés variables de mutualisation des moyens de production et des revenus, servant des objectifs communs définis (Laurant *et al.*, 2021). Les activités d'élevage y ont toute leur place, du fait du caractère résolument tourné vers l'agroécologie des projets, en diversifiant les productions accroissant ainsi la résilience du système. Peu nombreuses, ces formes d'installations s'avèrent difficiles à mettre en place et nécessitent des formes organisationnelles et décisionnelles complexes et innovantes (Laurant *et al.*, 2021). Latoste *et al.* (2016) constatent un grand nombre d'abandons des projets en cours de route.

c. Le passage par le salariat, une voie d'entrée dans le secteur de l'élevage

Historiquement présent dans un certain nombre de productions (par exemple, les bergers salariés en élevage

pastoral, Jacquemain (2017) *in* Nozières-Petit *et al.* (2021)), le salariat est en fort développement dans le secteur de l'élevage. Cette augmentation généralisée est observée pour faire face à une diminution de la main-d'œuvre familiale (Forget *et al.*, 2019 ; chapitre 1 figure 1.6), à la fois comme voie d'entrée dans le métier, mais également comme modalité de son exercice (Madelrieux *et al.*, 2010 ; Depoudent *et al.*, 2015 ; Malanski, 2017). Le passage par le salariat, avant l'installation, permet l'épargne d'une partie de la rémunération tout en aidant à une transmission des compétences par l'accompagnement par le cédant ainsi qu'à la maturation du projet d'installation en tant que tel. Cette dynamique est marquée pour certaines catégories de salariés, comme celles de berger salarié (figure 1) ou certaines orientations de productions comme les productions avicoles et porcines, avec respectivement, pour ces dernières, 40 et 50 % des UTA en main-d'œuvre salariée (Agreste, 2021). Mais elle existe dans toutes les productions. De même, la plupart des agents de remplacement conçoivent cette activité comme un moyen d'acquérir de l'expérience, de se constituer un réseau avant de s'installer eux-mêmes (Frappat, 2006). Ceci

induit, pour les employeurs, la nécessité de se former en management, particulièrement sur l'apprentissage de la délégation des tâches et des décisions (Madelrieux *et al.*, 2015 ; Malanski, 2017).

d. L'entrée dans le métier comme pluriactif

La pluriactivité en agriculture concernait 32,6 % des installations en 2016 (MSA, 2018). En 2020, 19 % des chefs d'exploitations sont pluriactifs, soit 1,4 % de plus qu'en 2019 (MSA, 2022), confirmant un accroissement continu de la pluriactivité. Concernant le plus souvent de très petites structures, cette pluriactivité peut être le cadre d'une installation, soit pour rester dans le métier en tant que pluriactif (en élevage il s'agit principalement des bovins viande), soit pour s'installer progressivement (Lécole, 2021).

Du point de vue des cédants, d'autres éléments saillants de cette problématique liée au « travail » sont à noter. En effet, c'est à la fois un outil économique que l'on transmet, mais aussi l'œuvre d'une vie, voire de celle de ses ancêtres (Latoste *et al.*, 2016). De ce fait, la rencontre entre un cédant et un nouvel entrant est souvent difficile.

Ceci engendre, à l'échelle nationale *i)* un allongement des carrières agricoles, voire, alors que la retraite est prise, la conservation d'un petit nombre d'animaux notamment d'ovins (L'école, 2021) ; *ii)* de nombreuses transmissions entre époux, facilitées par la possibilité depuis 2010 de constituer des GAEC entre époux ; *iii)* le recours à de la prestation de services *via* une entreprise de travaux agricoles ou une CUMA totale (Anzalone & Purseigle, 2014) en lieu et place de la transmission ou enfin ; *iv)* la transformation de la structure vers une entité à « allure de firme » (Olivier-Salvagnac & Legagneux, 2012 ; Purseigle *et al.*, 2019).

■ 4.2. Le foncier

La difficulté de mobilisation du foncier est largement connue et reconnue (Jouve & Vianey, 2012 ; Cavalier, 2013 ; Lataste *et al.*, 2016). Quatre dimensions concourent à cette difficulté : la concurrence entre usages de la terre, son prix parfois élevé, l'importance des enjeux adressés à la terre et la différence entre les projets des porteurs et les offres. Les experts précisent que la déclinaison de ces dimensions est assez fortement dépendante des territoires et des caractéristiques techniques de l'activité d'élevage.

La concurrence dans l'usage des terres est ancienne et perdure. Elle s'exprime fortement avec des activités non agricoles et en particulier du fait de l'extension de l'aire urbaine (Jouve & Vianey, 2012). Elle se fait particulièrement sentir sur les terres de meilleure qualité. Néanmoins, au tournant du XXI^e siècle, un retour de l'agriculture est de plus en plus fréquemment souhaité et organisé en zone périurbaine (Donadieu, 2003 ; Jouve & Vianey, 2012), même si cela ne suffit pas à enrayer complètement le processus d'artificialisation des terres (Coly, 2020). Dans ce mouvement, l'élevage revient dans et en périphérie de grandes villes (Delfosse & Baysse-Lainé, 2018 ; Hasnaoui-Amri *et al.*, 2022 ; exemple : écopâturage). La seconde situation de concurrence s'exprime lors de la cessation d'une activité agricole. L'installation se heurte fréquemment avec des velléités d'agrandissement d'exploitations existantes. Ce processus,

constant sur plusieurs décennies, s'observe sur l'ensemble du territoire et pour toutes les productions agricoles dont l'élevage, mais de manière inégale (Veyssset *et al.*, 2008 ; Rapey, 2015). Il est lié à des dynamiques de spécialisation, simplification du travail et diminution de la valeur ajoutée produite par hectare. Là encore, la concurrence est d'autant plus forte que la terre est de bonne qualité. L'outil réglementaire principal est actuellement une autorisation d'exploiter sur la base des règles Schémas directeurs régionaux des exploitations agricoles (SDREA) (rapport du CESE : Coly, 2020), auquel s'adjoignent des outils de régulation. L'efficacité contestée de cette politique est liée à une plus grande régionalisation de son application depuis 2016 (Bernardi & Boinon, 2009 ; rapport du CESE : Coly, 2020), aux possibilités multiples de contournements (Barral *et al.*, 2017b ; Piet *et al.*, 2021a), qui s'accompagnent d'une plus grande financiarisation des moyens de production agricole (Barral *et al.*, 2017a ; Levesque, 2017 ; Purseigle *et al.*, 2017).

Ce marché du foncier, plutôt tendu, est caractérisé par une constante augmentation du prix des terres agricoles depuis 1994 (Agreste, 2011 ; Coly, 2020) même si un ralentissement récent s'observe (Agreste, 2022b ; Safer, 2022). Les prix des terres françaises paraissent élevés (alors qu'ils le sont moins qu'ailleurs en Europe) au regard des capacités d'investissement des nouveaux actifs, déjà très fortement grevées par une capitalisation très importante des structures à reprendre (Temesgen-Jemberie, 2014 ; Enjolras *et al.*, 2023). Depuis la LOA de 1960 et la loi de préemption de 1962, les Safer constituent l'outil principal de régulation du marché des terres agricoles, (Coulomb, 1999 ; Sencébé, 2012), avec aujourd'hui une efficacité parfois contestée (Coly, 2020). En complément, le financement par acquisition de la terre en vue de l'installation de nouveaux actifs, qui peuvent être éleveurs, par une association comme Terre de Liens ou des collectivités territoriales, s'est accru, légitimé par une société civile soutenant ces actions et une conception du foncier comme ressource commune (Pech & Giorgis, 2013 ; Léger-Bosch *et al.*, 2015 ; Martin, 2016).

Les experts interrogés, de la recherche et des instituts techniques, citent les nombreuses contraintes existantes sur le foncier complexifiant la conduite des exploitations d'élevage. Certains espaces sont marqués par des enjeux forts de préservation de l'environnement (zones Natura 2000, Parcs nationaux, droits à l'eau, prédatation...). Par ailleurs, l'existence d'autres utilisateurs de l'espace – touristes et randonneurs, chasseurs – nécessite de réfléchir à un partage de l'espace. Mais les enjeux de protection de l'environnement peuvent générer des phénomènes de compensation écologique, intéressants pour l'accès à du foncier (Guillet & Barral, 2022), permettant un soutien à des formes d'élevage extensives.

Un frein à la mobilisation des terres est la différence entre ce que recherchent les porteurs et les offres existantes (Martin, 2016). Pour les chercheurs interrogés, les personnes NIMA recherchent plutôt des petites structures, et les porteurs issus du milieu agricole comme les NIMA cherchent à s'installer plutôt en individuel. *A contrario*, le RDI, voie principale pour trouver une exploitation quand il ne s'agit pas de transmission familiale, propose surtout des grandes structures ou la possibilité d'insertion dans des GAEC. Néanmoins, les personnes NIMA disposent d'un avantage essentiel par leur mobilité sur une large gamme de territoires.

Si l'ensemble de ces dimensions induisent, pour les nouveaux entrants, des difficultés à mobiliser le foncier dans leur projet d'installation, c'est bien le prix de la terre qui est envisagé pour la grande majorité des experts enquêtés comme étant le frein principal à l'installation, et ce, d'autant plus qu'ils sont dans un cadre HCF (voir par exemple le travail de Valabregue (2016) en Aveyron).

Corrélée à la mobilisation du foncier, se pose la question de la disponibilité des bâtiments d'habitation, qui dans certains territoires peut s'avérer très insuffisante (Nozières-Petit *et al.*, 2021 ; Nougarèdes *et al.*, 2023 ; mais aussi experts des organismes de gestion et banques). En contrepoint, lors de la transmission, le cédant fait face au choix de quitter sa maison pour transmettre un ensemble ou d'y rester, quitte

à desservir le projet d'installation d'un nouvel actif, en particulier lorsqu'il est n'est pas de sa famille (Gaté & Latruffe, 2016 ; Chizelle *et al.*, 2019). Ce choix revêt une acuité particulière en élevage avec l'astreinte quotidienne qui y est liée.

■ 4.3. Les bâtiments, équipements et cheptels

Les moyens de production comprennent les immobilisations nécessaires à l'élevage : bâtiments d'exploitation, équipements, cheptel(s). L'augmentation constante de la productivité du travail s'est accompagnée d'investissements importants en bâtiments et équipements (Perrot *et al.*, 2018 ; Jeanneaux *et al.*, 2020). Un large capital d'exploitation est ainsi généré. C'est ainsi le cas en production laitière, et plus en bovins qu'en petits ruminants. Il est d'autant plus important que l'exploitation effectue de la transformation fromagère (Jeanneaux & Velay, 2021). Les régimes fiscaux peuvent aussi inciter les éleveurs à accroître le niveau d'investissement de leur exploitation générant ainsi une perte de compétitivité (Peyraud & Duhem, 2013) freinant leur transmissibilité. En effet, le montant élevé du capital lors de la cession est un frein certain à l'installation (Chatellier *et al.*, 2021).

Pour la constitution du cheptel, le choix du type d'animal à élever s'avère complexe, engageant l'éleveur dans une réflexion sur ses objectifs de production. Une enquête menée en 2018 auprès de 19 éleveurs ovins allaitants installés depuis moins de 10 ans dans un même territoire du Sud de la France met en évidence six déterminants dans le choix du type génétique à élever lors de l'installation : aptitudes zootechniques, rusticité, esthétisme, participation à la conservation d'un héritage culturel ou familial, participation à la conservation de la biodiversité domestique (ou aux enjeux de sélection génétique), facilité d'accès à la ressource génétique (Verdoux *et al.*, 2019). Cette réflexion se confronte ensuite au réel avec un écart entre un élevage de race pure et une troupe hétérogène (Verdoux *et al.*, 2019 ; Quenon *et al.*, 2020).

L'identification et l'activation des ressources foncières, l'investissement dans des bâtiments, des équipements

et dans le cheptel, nécessitent de raisonner le financement de ce capital. Les « instruments financiers » existants et spécifiques au secteur agricole sont nombreux : subventions dont Dotation jeunes agriculteurs (DJA), exonérations d'impôts, emprunts bonifiés, achats différés de terre, passage par des foncières (Le Monnier, 2013), apport AITA (Accompagnement à l'installation-transmission en agriculture), financement participatif (Morel, 2018), intervention de la Banque des territoires, apport des filières agricoles, garanties des prêts, obtention de prêts (FranceAgriMer, 2019). En parallèle, d'autres outils, non spécifiques au secteur agricole sont mobilisés. Ainsi, les prêts familiaux sans intérêt viennent abonder un autofinancement quasiment systématique (Veyset *et al.*, 2008 ; Helms *et al.*, 2019 ; Nozières-Petit *et al.*, 2021). Les revues agricoles fourmillent d'exemples de témoignages de construction de financement avec un consensus apparemment total sur la volonté de limiter l'apport de capitaux extérieurs, sans que la définition de ce qu'est cet extérieur soit toujours explicitée. Pourtant, les capitaux extérieurs peuvent représenter aujourd'hui une part non négligeable d'apports dans le financement de cette nouvelle activité (Olivier-Salvagnac & Legagneux, 2012 ; Purseigle *et al.*, 2019). La mobilisation de ces différents outils peut conduire les nouvelles structures agricoles à se trouver dans des situations aux risques financiers élevés et ce, d'autant plus pour les structures de grande taille et les structures individuelles, alors que le risque se trouve diminué dans le cadre d'installation HCF ou d'installation après une formation agricole (Picaud *et al.*, 2015).

■ 4.4. Des freins et leviers pour une diversité de structures et d'objectifs

Ce panorama des déterminants de l'identification et de l'activation des moyens de production lors de l'installation en élevage repose la question de la « cohérence d'élevage ». Dans quel(s) objectif(s) sont rassemblés les moyens de production constitués et sont décidées les pratiques associées ? C'est vers un élevage certes productif, mais aussi

multiperformant, que le secteur de l'élevage s'engage aujourd'hui. Au côté de la production agricole, bon nombre de services écosystémiques et socio-territoriaux sont attendus – préservation de l'environnement, maintien du tissu rural – nécessitant parfois des formes d'installations innovantes (agroforesterie, écopâturage). La question des objectifs recherchés à l'installation invite également à replacer un projet de production, au sens large, dans le projet de vie du nouvel actif agricole (Nozières-Petit *et al.*, 2021).

La mise en place d'un projet d'installation s'inscrit dans le temps. Si la date d'installation constitue souvent un repère temporel, il existe un avant, par le montage du projet et un après, avec la mise en œuvre du projet (Fiorelli *et al.*, 2012). Cette dernière phase peut prendre plusieurs années, certaines dimensions, comme les choix de mise en marché se construisant sur le temps long (Nozières-Petit, 2014).

L'ensemble de ces freins et leviers à l'activation des moyens de production conduit à une réelle diversité de structures dans lesquelles les nouveaux entrants s'installent (cf. *supra*). C'est, dans la plupart des situations, une hybridation des solutions d'obtention des moyens de production qui s'observe, construisant une singularité de leur combinaison pour chaque installation. Les porteurs de projet rencontrent à un moment le réel, qui les constraint à adapter leur projet, parfois fortement, pour mettre en œuvre une structure d'élevage et des pratiques réalistes et adaptées à la spécificité de leur situation. Lorsque l'installation va de pair avec une cessation, ce processus d'adaptation à la réalité de la reprise ou de la reprise partielle concerne également le cédant. L'accompagnement de ces processus demande un savoir-faire particulier, à renouveler.

5. Quelle structuration de l'accompagnement ?

Une grande diversité d'acteurs accompagne les porteurs de projets tout au long de la trajectoire d'installation. La politique publique en faveur de l'installation est

structurée par un programme sous l'acronyme AITA pour Accompagnement à l'installation et à la transmission en agriculture (Marx *et al.*, 2022). Il comprend quatre volets (en plus de la communication et de l'animation) : *i)* incitation à la transmission auprès des cédants, *ii)* accueil de tous les porteurs de projets, *iii)* conseils à l'installation, et *iv)* suivi post-installation. Cette politique décline les axes en faveur du renouvellement des actifs en agriculture portés par la Politique agricole commune et dans le Plan stratégique national qui sera sans doute modifié par la mise en œuvre de la LOA dont on ne connaît pas encore aujourd'hui l'ampleur. À partir de 2023, la mise en œuvre des politiques de l'installation passe plus nettement sous le giron des Conseils régionaux (Régions de France, 2022). Le rapport du CGAAER (Marx *et al.*, 2022) sur l'accompagnement de l'installation dresse le constat de la très grande diversité des projets et des porteurs. Cette diversité implique, pour les auteurs, la nécessité de parcours aussi personnalisés que possible prenant entre autres, mieux en compte les caractéristiques locales. L'état des lieux des dispositifs fait par Régions de France (2022) montre la richesse des actions et leurs caractères hybrides avec des mesures de natures différentes et des outils variés, dont seuls 29 % relèvent d'AITA. De cette étude, il ressort la conjugaison de contextes territoriaux variés, d'investissements et d'interactions variables avec les acteurs des filières agricoles et les collectivités. La diversité des acteurs au côté des régions est particulièrement large : banques, entreprises privées, chambres d'agriculture, syndicats agricoles, centre de gestion, Safer, coopératives, établissements de formation, etc. Ainsi en est-il des opérateurs des filières qui proposent une offre de services, allant d'un accompagnement suivi à des solutions financières pour supporter les investissements nécessaires à tout démarrage d'une activité agricole. Cette diversité d'acteurs impliqués permet la mobilisation de personnes *ad hoc* mais génère une complexité intrinsèque des dispositifs. La multiplicité des postures vis-à-vis des agricultures à favoriser apparaît aussi dans cette liste et montre des rapports de force sans doute très variables en fonction des territoires se traduisant par le choix de critères régionaux déterminant au moins partiellement l'accès aux aides.

L'accompagnement a une acceptation nettement plus large que les démarches officielles. Ainsi il peut s'envisager comme du conseil très en amont du projet, mais aussi comme perdurant après l'installation en tant que telle. L'accompagnement par les pairs apparaît également ainsi essentiel et peut avoir tendance à se formaliser à travers le travail de groupe de pairs (Cnudde *et al.*, 2023). Vu la multiplicité des domaines à prendre en compte, allant de la zootechnie à l'organisation du travail ou l'inclusion dans des collectifs territoriaux ou de filières, en lien avec des temporalités imbriquées, le porteur de projet s'insère dans un socio-écosystème complexe, constitué d'une multiplicité d'acteurs aidant ou non (figure 2). Cette figure montre, dans le cadre d'installations et de transmissions HCF sur un territoire laitier français, l'enchaînement des étapes permettant l'aboutissement du projet. Il s'agit d'une synthèse où chaque trajectoire est particulière avec notamment des choix contrastés en termes de modalités d'accompagnement.

Cet accompagnement est ressenti de façon hétérogène par les acteurs rencontrés. L'adéquation entre les besoins et l'offre est considérée comme suffisante et assez personnalisée dans le cas des systèmes d'élevage s'inscrivant dans la lignée des façons de faire existantes depuis plusieurs dizaines d'années. Pour les projets atypiques, souvent portés par des NIMA ou des HCF, le regard sur l'accompagnement semble nettement moins positif. Néanmoins, la diversité des projets ayant abouti s'est appuyée sur un accompagnement, construit par les porteurs, leur ayant permis de franchir les différentes étapes inhérentes à l'installation. Ainsi, l'étude de la figure 2 a montré qu'à chaque installé et/ou cédant correspondait un accompagnement spécifique. En effet, les compétences et les informations recherchées ne sont pas les mêmes en fonction des parcours antérieurs des futurs installés et des réseaux des cédants. Le terme de confiance est souvent revenu envers l'accompagnateur. Ces résultats sont probablement dupliquables à d'autres territoires et interrogent sur l'importance de ces particularités dans les processus favorisant la réussite de l'installation.

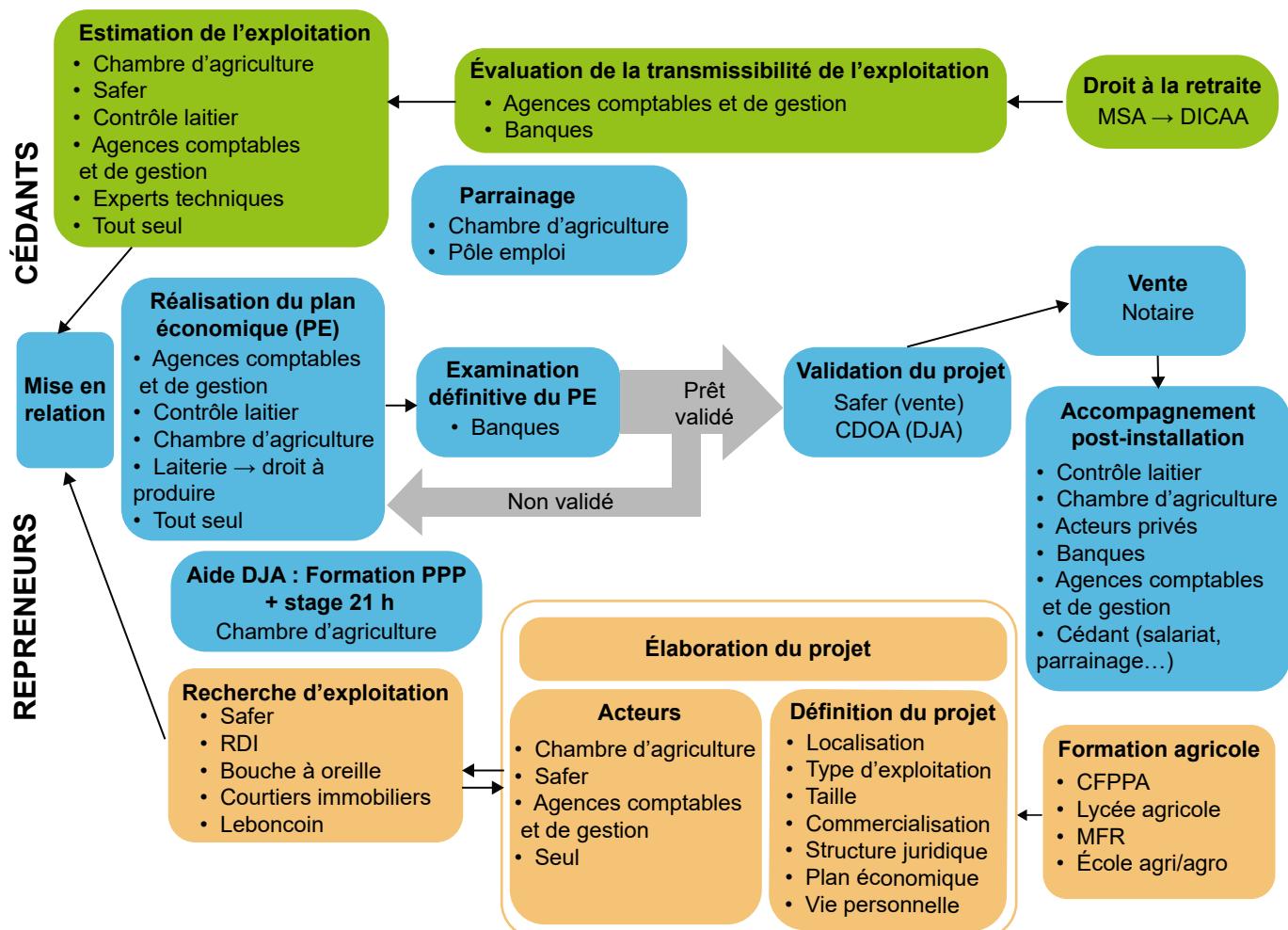
Un ensemble d'acteurs intervient au sein des projets d'installation, avec une potentielle complexité des rôles et articulations de chacun. Cela peut s'illustrer pour le financement, particulièrement multiforme (cf. *supra*). Le recours, par les porteurs de projet, à un ensemble de solutions montre à la fois l'existence d'un vaste champ des possibles mais aussi une très forte intrication des dispositifs, nécessitant des accompagnements agiles dans des contextes changeants. À titre d'exemple sur la complexité des parcours, les installations aidées par la Dotation jeune agriculteur sont à des taux faibles puisque Depeyrot *et al.* (2022) montrent, qu'entre 2017 et 2020, la DJA ne concerne que 36 % des installés pour les ruminants, allant de 50 à 25 % pour les filières laitières et viandes respectivement. Cette variabilité, avec des valeurs restant faibles, questionne sur la pertinence de la mesure et des conditionnalités associées. Ainsi la DJA est non mobilisable dans le cas d'installations dites « atypiques » (Pottier & Bonnefoi, 2021) dont les installations progressives (Le Blanc, 2011). De plus, l'ampleur des financements nécessaires, notamment en élevage – même si une variabilité est observée – interroge sur l'intérêt de suivre le parcours à l'installation et de répondre aux conditions d'obtention de la DJA, si celle-ci ne couvre qu'une fraction limitée du financement.

La structuration de l'accompagnement peut être vue comme protéiforme et dynamique, à visée à la fois normative et performative. La compréhension de la dynamique du système d'acteurs de l'accompagnement est donc un thème clé à instruire pour expliciter les processus menant à l'installation.

6. Des questions à traiter par la recherche

L'installation en élevage est souvent considérée comme relevant de questions soulevées et gérées par les instances professionnelles agricoles. Il en résulte une implication restreinte de la recherche agronomique. Suite aux enquêtes menées en 2020 et mises en débat lors du séminaire de restitution, un ensemble de questions a été

Figure 2. Représentation des acteurs autour de l'installation et de la transmission hors-cadre familial – étude dans un territoire laitier français en 2022 par des élèves d'AgroParisTech.



identifié. Elles relèvent en premier lieu de la compréhension des mécanismes d'activation des ressources (foncières, financières, compétences techniques...) par les nouveaux installés, pour les accompagner au mieux. Elles traduisent, en second lieu, des interrogations sur les profils des nouveaux installés et salariés, multipliant les chemins vers le monde du travail agricole et faisant apparaître des faiblesses dans la pérennité des collectifs agricoles. Enfin, elles adressent les rôles et fonctionnements de la puissance publique et des accompagnateurs à l'installation. L'ensemble de ces questions élargissent donc encore celles soulevées lors de la prospective sur la transmissibilité des exploitations agricoles menées par le CGAAER en 2015 (Bour-Desprez *et al.*, 2016), que sont la sécurisation de l'activité agricole, le financement du capital de l'exploitation agricole et la mobilisation des

compétences des agriculteurs. Leurs formulations montrent un gradient allant de questions très « factuelles », plutôt de développement, jusqu'à des questions plutôt adressées à la recherche concernant plusieurs disciplines (biotechniques, économiques et/ou sociologiques...). Elles ont été largement utilisées pour dresser la synthèse précédente dans laquelle se dessinent donc les angles morts à traiter conjointement par les acteurs du développement et de la recherche, pour éclairer la décision publique.

Néanmoins cet ensemble de questions montre également la complexité de la problématique de « l'installation en élevage ». Cette complexité suggère la formulation de questions plus spécifiquement adressées à la recherche, à instruire face à l'interrogation sur la pérennisation des actifs en élevage. Ces questions sont donc proposées

et ouvertes à discussions dans leurs formulations et leur complétude au regard des problématiques soulevées. Elles sont positionnées dans une logique de zootechnie-système pour l'action. Les traiter nécessite un engagement des chercheurs pour proposer des démarches innovantes en collaboration avec les porteurs d'enjeux agricoles dans un contexte transdisciplinaire.

■ 6.1. Conception de cadres d'analyse systémique pour comprendre les dynamiques d'installation en élevage

La synthèse ci-dessus a montré la diversification des porteurs comme des projets et la complexité dans les processus d'installation en élevage notamment dans la réunion des moyens de production. Ces dynamiques d'installation comprennent des relations

multiples tant matérielles qu'immatérielles avec les filières et les territoires dont ils dépendent, générant à la fois des synergies et des antagonismes. La multiplicité des facteurs interférant dont, en particulier, des politiques publiques et des relations partenariales, milite pour des représentations des trajectoires d'installation au sein de socio-écosystèmes territorialisés incluant les filières associées. Ces représentations pourraient contribuer à analyser les adéquations entre les projets portés, les types d'installation et leur positionnement dans le socio-écosystème concerné, dont les caractéristiques des territoires et filières concernés. Cela permettrait de construire des méthodes explicitant des processus d'obtention des moyens nécessaires à l'installation. De même, il serait intéressant d'étudier les écarts aux trajectoires d'installations les plus répandues. Ces différences permettraient de mettre en avant les processus susceptibles de favoriser la réussite ou l'échec de l'installation. Pour comprendre les liens entre des trajectoires d'installations et celles de socio-écosystèmes territorialisés, les articulations spatiales seront à analyser finement, ainsi que les antagonismes ou synergies entre les différents enjeux notamment dans le cadre des transitions qui se font simultanément aux installations.

À l'échelle spécifique de l'installation d'un porteur de projet au sein d'un territoire, analyser la dynamique de l'installation en élevage dans des socio-écosystèmes sous-tend une compréhension très fine de la diversité des structures d'élevage où ont lieu les installations. En effet, les études actuelles peinent encore à montrer l'étendue complète, les déterminants, la dynamique de la diversité de structures accueillant une installation, mais aussi les spécificités des formes innovantes de structures d'élevage et les fonctionnements associés. En effet, dans un environnement complexe et incertain, faire des choix techniques et économiques devient délicat et résulte de compromis construits progressivement. Construire des représentations centrées sur le processus d'installation propre au porteur semble une façon d'interroger, en dialogue avec les autres représen-

tations, les questions à instruire pour l'installation dans le socio-écosystème territorialisé d'application. Néanmoins la complexité de cette démarche de recherche doit se placer dans le développement de méthodes d'appréhension des familles de choix effectués par le porteur à chaque étape du processus. Ceci permettrait ainsi d'étudier les interactions entre les choix du porteur et les caractéristiques de l'environnement, dans toutes ses dimensions, dans lesquels cette installation se déploie.

Deux autres angles pourraient être instruits en s'appuyant sur la compréhension des trajectoires d'installation en élevage. L'entrée de nouveaux actifs par l'installation ou par le salariat apporte au secteur de l'élevage de nouvelles ressources. Ces personnes mobilisent leurs expériences et compétences pour hybrider les ressorts du monde agricole avec ceux d'autres mondes économiques et sociaux, tant en matière de pratiques choisies que de performances visées. De ce fait, par analogie ou par échanges entre (nouveaux) pairs, des déploiements de pratiques innovantes sont envisageables, que ce soit sur les domaines économiques, sociaux ou environnementaux. Un second angle serait d'interroger en quoi l'installation ou le salariat sont des leviers pour les transitions agroécologiques attendues. Certes, par l'installation et le salariat, l'hybridation entre mondes, et entre les pratiques, les performances, les ressources et les représentations associées à chacun, peut être favorisée, mais des re-conceptions d'activités, complètes, en rupture, peuvent également s'opérer, par la réflexivité des nouveaux entrants. Interroger les processus d'installation comme un moteur de transition à qualifier dans le socio-écosystème territorialisé semble un objet de recherche d'intérêt.

Construire et analyser ces représentations dynamiques de l'installation en élevage pourrait servir l'action. Ainsi la mise en place d'élevage dans des territoires de grandes cultures ou en zone péri-urbaine nécessite de convaincre les collectivités ou les agriculteurs en place. Partager les représentations de chaque étape de l'installation permettrait de faire adhérer les acteurs concernés.

De la même façon, installer un élevage en rupture face au modèle local pourrait être accompagné par des ateliers d'échange voire de coconstruction entre éleveurs implantés et nouvel installé.

■ 6.2. Conception de méthodes génériques et d'outils d'accompagnement flexibles pour s'adapter aux caractéristiques territoriales et sectorielles

Cette synthèse montre le grand nombre d'acteurs engagés et motivés dans l'accompagnement de l'installation en élevage. Conduire des analyses critiques des dispositifs en place pourrait permettre d'en améliorer l'efficacité. Un travail a été conduit dans le cadre du GIS Avenir Élevage (Lardenois, 2023). Il confirme l'engagement des acteurs pour l'accompagnement de l'installation en élevage, sans que les méthodes et outils soient identifiés et évalués en tant que tels.

En miroir des représentations des trajectoires d'installation et des cadres d'analyses associés, une recherche pour l'action nécessite la construction des outils d'accompagnement des acteurs impliqués dans les processus d'installation en élevage. Étant donné la diversité des situations observées comme des acteurs engagés sur la durée des trajectoires d'installation, faire émerger des démarches adaptées nécessite à la fois la création de méthodes comprenant un ensemble de caractéristiques génériques et des déclinaisons incluant les déterminants observés sur les territoires et les secteurs d'activités ou filières concernées. Afin de nourrir les différents niveaux d'approche et de les mettre en interactions (par exemple : filières des secteurs agricoles, filières énergétiques ou pour des usages en construction, collectivités...), les méthodes de conception participative seront mobilisées. Enfin comme cela est proposé *ex post* pour les dispositifs actuels, des méthodes d'évaluation *ex ante* pourraient être construites.

Les résultats de ces travaux seraient de trois natures : évaluations *ex post* des outils d'accompagnement actuels et

ex ante des outils construits, méthodes à portée générique de construction des outils dans des démarches d'accompagnement des installations, et conception dans des dispositifs participatifs d'outils adaptés aux contextes étudiés.

■ 6.3. Développement d'outils d'appui aux politiques publiques pour accompagner l'installation dans des contextes très hétérogènes

La multiplicité des actions engagées pour l'installation est notoire. À cela s'ajoutent des dispositifs nombreux, tant publics que privés, mais non spécifiques de l'installation qui interfèrent de façon synergique ou antinomique avec ce processus. Toutes ces actions sont pensées dans le cadre de politiques publiques, mais aussi par les acteurs économiques, à différentes échelles, allant de l'Union européenne à des initiatives pouvant être très locales notamment en lien avec les compétences dévolues aux collectivités. Face à la diversification des porteurs de projets et de leurs visions de l'installation et à la complexification des possibles en termes de projets, les dispositifs classiques de suivi et d'évaluation apparaissent insuffisants. À titre d'exemple, la capacité à

mesurer l'impact écologique des installations en élevage ou celle à rendre des services écosystémiques ne sont souvent pas adaptées à la complexité observée. Ainsi s'il apparaît possible de recenser les projets et les installations de façon précise, une hypothèse est que le foisonnement des trajectoires et des formes prises par les exploitations rend inopérant certains dispositifs de mesures d'impacts aux échelles des territoires, où se rencontrent/confrontent l'ensemble des porteurs d'enjeux concernés. Une proposition est la construction à différentes échelles géographiques comme décisionnelles de dispositifs menant à des indicateurs dont les caractéristiques, incluant leurs limites d'usage, seraient définies explicitement. Une illustration pourrait être les décapitalisations de cheptels observées à différentes échelles et dont les mécanismes, partiellement liés aux dynamiques d'installation, sont probablement à territorialiser et à relier aux filières d'élevage concernées.

Conclusion

Cette synthèse dresse un état des lieux des problématiques de l'installation en élevage, présente l'état actuel des connaissances sur ce processus. Elle montre que le nombre d'actifs diminue

dans le secteur de l'élevage, le nombre d'installations se maintient, mais à un faible niveau. Celles-ci sont surtout marquées par la diversification des trajectoires d'entrée, des porteurs de projets et des structures les accueillant. De ce fait, le modèle de l'exploitation familiale s'estompe et d'autres émergent. Cette synthèse invite à une activité de recherche en propre sur l'installation en élevage au côté des missions de développement déjà en cours. D'autant plus que la diversification marquée de ces processus, si elle induit de nouvelles thématiques de recherche, renvoie également de nouvelles questions aux acteurs qu'ils soient du monde agricole ou de la société civile, générant de nouveaux besoins d'accompagnement.

Remerciements

Les auteurs remercient le GIS Avenir Élevages pour le soutien financier à ces travaux et les membres du groupe de travail « Installation » : E. Beguin (Idele), P. Dupraz (INRAE) et C. Perrot (Idele), ainsi que l'ensemble des personnes rencontrées en 2020 et/ou présentes au séminaire de travail du 14 octobre 2020. Ils remercient également L. Breheret et C. Lavallée, étudiantes en M1 d'Agro-ParisTech qui ont conduit les enquêtes et mis en forme 15 fiches thématiques.

Références

- Agarwal, B., & Dorin, B. (2019). Group farming in France: Why do some regions have more cooperative ventures than others? *Environment and Planning A: Economy and Space*, 51, 781-804. <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/0308518X18802311>
- Agreste. (2011). *La valeur vénale des terres agricoles entre 1997 et 2010 : une dynamique différente selon le statut locatif* (Agreste Primeur no 265). Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. https://www.cnrs.fr/wp-content/uploads/2020/08/DPR_2%C3%A8me-%C3%A9dition-Com-Territoires_Primeur265.pdf
- Agreste. (2021). *Bilan annuel de l'emploi agricole (BAEA) : Résultats 2019 et estimations 2020* (Chiffres et données no 6). Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Chd2106/Chd2106-BAEA2019_V2.pdf
- Agreste. (2022a). *Recensement agricole 2020. Main-d'œuvre et externalisation des travaux* (Primeur no 11). Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. <https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/>
- Agreste. (2022b). *Valeur vénale des terres en 2021* (Chiffres et données no 7). Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Chd2207_cd2022-7_Valeur-v%C3%A9nale-des-terresV2.pdf
- Agreste. (2022c). *Recensement agricole 2020. Âge des exploitants et devenir des exploitations* (Primeur no, 10). Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Pri2210/Primeur%202022-10_RA_Age%20des%20exploitations.pdf
- Agreste. (2022d). *GraphAgri 2022*. Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bc6p07pwf0z/f1.pdf>
- Allaire, G. Barbut, L., & Forget, V. (2018). *Évaluation ex post du programme de développement rural hexagonal (PDRH) 2007-2013: principaux résultats et impacts* (Centre d'études et de prospectives, Analyse no 118). Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. <https://agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/>
- gouv.fr/evaluation-ex-post-du-programme-de-developpement-rural-hexagonal-pdrh-2007-2013-principaux
- Anzalone, G., & Purseigle, F. (2014). Délégation d'activités et sous-traitance : au service de la transmission de l'exploitation ou d'un patrimoine ? In P. Gasselin, J.-P. Choisir, S. Petit, & F. Purseigle, & S. Zasser (Eds), *L'agriculture en famille : travailler, réinventer, transmettre* (pp.327-337). EDP Sciences. <https://hal.science/hal-01395457>
- Barral, S., Béaur, G., Lambert, C., Rémy, J., & Labatut, J. (2017a). L'agriculture et le capitalisme. *Entreprises et histoire*, 88, 166-181. <https://doi.org/10.3917/eh.088.0166>
- Barral, S., Loveluck, W., & Pinaud, S. (2017b). Le passe-porte en agriculture, marqueur de la dérégulation foncière et de la金融化 des exploitations. *Vertigo*, 17(1). <https://doi.org/10.4000/vertigo.18347>
- Baysse-Lainé, A. (2020). Agriculteurs, exploitations et territoires de la transition vers une alimentation relocalisée. *Bulletin de l'association de géographes français*, 97(4), 466-481. <https://doi.org/10.4000/bagf.7355>

- Belanche, A., Martín-Collado, D., Rose, G., & Yáñez-Ruiz, D. R. (2021). A multi-stakeholder participatory study identifies the priorities for the sustainability of the small ruminants farming sector in Europe. *Animal*, 15(2), 100131. <https://doi.org/10.1016/j.animal.2020.100131>
- Bermond, M. (2007). Familles agricoles, mobilités sociales et stratégies d'installation à la terre dans la région d'Alençon (Orne). In Y. Le Caro, P. Madeline, & G. Pierre (Eds.), *Agriculteurs et territoires. Entre productivismes et exigences territoriales* (pp. 105-120). Presses Universitaires de Rennes. <https://shs.hal.science/halshs-00530544/>
- Bernardi, V., & Boinon, J.-P. (2009). L'action des syndicats agricoles en faveur de l'installation dans les Commissions départementales d'orientation agricole. *Économie rurale, Agricultures, alimentations, territoires*, 312, 80-92. <https://doi.org/10.4000/economierurale.856>
- Bertolozzi-Caredio, D., Bardaji, I., Coopmans, I., Soriano, B., & Garrido, A. (2020). Key steps and dynamics of family farm succession in marginal extensive livestock farming. *Journal of Rural Studies*, 76, 131-141. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2020.04.030>
- Bienvenu, C. (2018). L'installation des néo-paysans en Ille-et-Vilaine : les conditions d'une vraie rupture ? *Pour*, 234-235(2), 209-216. <https://doi.org/10.3917/pour.234.0209>
- Blanc, J. (2009). Savoirs relationnels et « engagement » avec le vivant : les dimensions oubliées du métier d'éleveur ? *Natures Sciences Sociétés*, 17, 29-39. <https://doi.org/10.1051/ns/2009005>
- Bour-Desprez, B., Brinbaum, D., Chomienne, J. P., & Seillan, J.M. (2016). *Transmission en agriculture. 4 scénarios prospectifs à 2035* (Rapport CGAAER no 14035). Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. <https://agriculture.gouv.fr/transmission-en-agriculture-4-scenarios-prospectifs-2025>
- Burton, R. J. F., & Fischer, H. (2015). The Succession Crisis in European Agriculture. *Sociologia Ruralis*, 55(2), 155-166. <https://doi.org/10.1111/soru.12080>
- Chambre régionale d'agriculture de Bretagne. (2011). *Publics non issus du milieu agricole : Besoins en formation professionnelle et en accompagnement dans l'emploi*. <https://bretagne.chambres-agriculture.fr/detail-publication/publics-non-issus-du-milieu-agricole-besoins-en-formation-professionnelle-et-en-accompagnement-dans-lemploi>
- Caplat, P., Lepart, J., & Marty, P. (2006). Landscape patterns and agriculture: modelling the long-term effects of human practices on *Pinus sylvestris* spatial dynamics (Causse Mejean, France). *Landscape Ecology*, 21, 657-670. <https://doi.org/10.1007/s10980-005-4430-1>
- Cavalier, J. B. (2013). Le foncier en question pour les espaces-test agricoles. *Pour*, 220(4), 227-235. <https://doi.org/10.3917/pour.220.0227>
- Chardon, O., Jauneau, Y., & Vidalenc, J. (2020). *Les agriculteurs : de moins en moins nombreux et de plus en plus d'hommes* (Insee Focus no 212). INSEE. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4806717#titre-bloc-1>
- Charroin, T., Veyset, P., Devienne, S., Fromont, J. L., Palazon, R., & Ferrand, M. (2012). Productivité du travail et économie en élevages d'herbivores : définition des concepts, analyse et enjeux. In N. Hostiou, B. Dedieu, & R. Baumont R. (Eds.), *Numéro spécial : Travail en élevage* (vol 25 no 2, pp. 193-210). INRAE Productions Animales. <https://doi.org/10.20870/productions-animaux.2012.25.2.3208>
- Chatellier, V., Perrot, C., Beguin, E., Moraine, M., & Veyset, P. (2021). Compétitivité et emplois à la production dans les secteurs bovins français. *INRAE Productions Animales*, 33(4), 261-282. <https://doi.org/10.20870/productions-animaux.2020.33.4.4609>
- Chizelle, B., Lataste, D., & Leroy, C. (2019). La maison, cet impensé des projets de transmission agricole hors du cadre familial. *Sociologies Pratiques*, 39(2), 99-111. <https://doi.org/10.3917/sopr.039.0099>
- Chouteau, A., Bousses, M., & Lescoat, P. (2020). *Les personnes non issues du milieu agricole : le futur du renouvellement des générations en élevage ?* (Rapport d'étude, Confédération Nationale de l'Élevage). https://idele.fr/fileadmin/medias/Documents/Rapport_de_synthese_NIMA_VF.pdf
- Chouteau, A., Perrot, C., & Froger, A. (2022, 20 janvier). *Zoom sur la filière lait : Offres de reprise en production laitière et attentes des candidats à l'installation. Quelle adéquation ? Analyses croisées à partir du RDI et d'enquêtes qualitatives* [Webinaire]. GIS Avenir Élevages. <https://www.gis-avenir-elevages.org/content/download/3974/38298/version/1/file/4-PPT+Ad%C3%A9quation+attentes+des+PP-offres+c%C3%A9dants+AC+et+CP.pdf>
- Christen, G. (2017). Vers une écologisation des pratiques agricoles : Déplacement social et crise d'identité chez les jeunes en formation agricole. *Regards sociologiques*, 50-51, 111-131. https://www.regards-sociologiques.fr/wp-content/uploads/2020/04/05-RS-50-51_agriculture_final-3.pdf
- CNE. (2023). *Livre blanc : le renouvellement des actifs en élevage bovin, ovin et caprin*. CNE. https://devenir-eleveur.com/wp-content/uploads/2023/02/Livre-blanc_Renouvellement-des-actifs_Version-2023.pdf
- Cnudde, C., Melot, R., & Lucas, V. (2023). *Explorer la voie du collectif pour relever le défi de la transmission en agriculture. Étude d'un groupe d'agriculteurs du Maine-et-Loire* [Communication]. 17^{es} Journées de Recherches en Sciences Sociales, Paris.
- Colson, F., & Blogowski, A. (2016). Les exploitations agricoles en difficulté. *Pour*, 232(4), 191-195. <https://doi.org/10.3917/pour.232.0191>
- Coly, B. (2020). *Entre transmettre et s'installer, l'avenir de l'agriculture* (Avis du CESE au nom de la section de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation du CESE, 2010-10). Conseil économique, social et environnemental. <https://www.lecese.fr/travaux-publies/entre-transmettre-et-sinstaller-lavenir-de-lagriculture>
- Condor, R. (2020). Entrepreneurship in agriculture: a literature review. *International Journal of Entrepreneurship and Small Business*, 40(4), 516-562. <https://doi.org/10.1504/IJESB.2020.109013>
- Coopmans, I., Dessein, J., Accatino, F., Antonioli, F., Bertolozzi-Caredio, D., Gavrilescu, C., Gradziuk, P., Manevska-Tasevska, G., Meuwissen, M., Peneva, M., Pettitt, A., Urquhart, J., & Wauters, E. (2021). Understanding farm generational renewal and its influencing factors in Europe. *Journal of Rural Studies*, 86, 398-409. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2021.06.023>
- Coulomb, P. (1999). La politique foncière agricole en France. *Cahiers options méditerranéennes*, 36, 69-94. <http://om.ciheam.org/om/pdf/c36/98400029.pdf>
- Cournut, S., & Chauvat, S. (2010). *Qualifier la vivabilité des exploitations d'élevage de ruminants d'un point de vue du travail* [Communication orale]. 17^{es} Rencontres autour des Recherches sur les Ruminants, Paris. <https://journees3r.fr/textes3r/20101404-qualifier-la-vivabilite-des-exploitations-delevage-de-ruminants-dun-point-de-vue-du-travail/>
- Cournut, S., & Chauvat, S. (2012). L'organisation du travail en exploitation d'élevage : analyse de 630 Bilans Travail réalisés dans huit filières animales. In N. Hostiou, B. Dedieu, & R. Baumont R. (Eds.), *Numéro spécial : Travail en élevage* (vol 25 no 2, pp. 101-112). INRAE Productions Animales. <https://doi.org/10.20870/productions-animaux.2012.25.2.3201>
- Delanoue, E., & Roguet, C. (2015). Acceptabilité sociale de l'élevage en France : recensement et analyse des principales controverses à partir des regards croisés de différents acteurs. *INRAE Productions Animales*, 28(1), 39-50. <https://doi.org/10.20870/productions-animaux.2015.28.1.3009>
- Delanoue, E., Gelin, M., Chouteau, A., & Dockès, A.-C. (2022). *Comment améliorer l'attractivité des métiers des filières d'élevage ? État des lieux et prospective* [Communication orale]. 26^{es} Rencontres autour des Recherches sur les Ruminants, Paris. <https://journees3r.fr/textes3r/20220203-comment-ameliorer-lattractivite-des-metiers-des-filières-delevage-etat-des-lieux-et-prospective/>
- Delfosse, C., & Baysse-Lainé, A. (2018). L'élevage en milieu urbain entre nature et nourriture : le cas des métropoles de Lyon et Grenoble. *Géocarrefour*, 92(3). <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.12239>
- Depeyrot, J.-N., Parmentier, M., & Perrot, C. (2022). *Élevages de ruminants : vers une pénurie de main d'œuvre ?* [Communication orale]. 26^{es} Rencontres autour des Recherches sur les Ruminants, Paris. <https://journees3r.fr/textes3r/20220201-elevage-de-ruminants-vers-une-penurie-de-main-doeuvre/>
- Depoudent, C., Grannec, M. L., & Le Moan, L. (2015). *Salariat en élevage porcin : synthèse de cinq études bretonnes* [Communication]. Colloque de la Société Française d'Économie Rurale « Structures d'exploitation et exercice de l'activité agricole : Continuités, changements ou ruptures ? », Rennes. <https://www.sfer.asso.fr/source/coll-structures-agricoles2015/sa2015-a4-depoudent.pdf>
- Depoudent, C., Hostiou, N., & Le Clerc, L. (2021). Travail en élevage porcin en France : facteurs d'attractivité et contraintes. *INRAE Productions Animales*, 34(2), 97-110. <https://doi.org/10.20870/productions-animaux.2021.34.2.4808>
- Détang-Dessendre, C., Depeyrot, J. N., & Piet, L. (2021). PAC et emploi agricole : un regard européen. *Notes et Études Socio-Économiques*, 50, 5-32. <https://agriculture.gouv.fr/notes-et-études-socio-economiques-ndeg50>

- Donadieu, P. (2003). La construction actuelle des villes-campagnes : de l'utopie aux réalités. *Histoire urbaine*, 8(2), 157-170. <https://doi.org/10.3917/rhu.008.0157>
- Eistrup, M., Sanches, A. R., Muñoz-Rojas, J., & Pinto Correia, T. (2019). A "young farmer problem"? Opportunities and constraints for generational renewal in farm management: an example from Southern Europe. *Land*, 8(4), 70. <https://doi.org/10.3390/land8040070>
- Enjolras, G., Desjeux, Y., Jeanneaux, P., & Latruffe, L., (2023). Déterminer la valeur des exploitations agricoles : une enquête sur les pratiques françaises. *Économie rurale*, 384, 93-108. <https://doi.org/10.4000/economierurale.11430>
- Eurostat. (2023). EU farms: 5.3 million fewer in 2020 than in 2005. Eurostat. <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/-ddn-20230403-2>
- Fiorelli, C., Porcher, J., & Dedieu, B. (2007). *Pourquoi faire de l'élevage quand on a un autre travail ?* [Communication orale]. 14^{es} Rencontres autour des Recherches sur les Ruminants, Paris. <https://journnees3r.fr/textes3r/20071002-pourquoi-faire-de-lelevage-quand-on-a-un-autre-travail/>
- Fiorelli, C., Chaxel, S., Gasselin, P., Moiti-Maïzi, P., Félix G., Massein G., & Vétois Y. (2012). *La trajectoire tournée vers l'ac-tion : co-construction d'un outil d'accompagnement à la cré-a-tion d'activité en agriculture* [Communication]. Symposium PSDR, les chemins du développement territorial, Clermont-Ferrand. <https://hal.science/hal-01019471v1>
- Forget, V., Depeyrot, J.-N., Mahé, M., Midler, E., Hugonnet, M., Beaujeu, R., Grandjean, A., & Hérault, B. (2019). *Actif'Agri. Transformations des emplois et des activités en agriculture*. Centre d'études et de prospective, Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, la Documentation française. Paris.
- FranceAgriMer. (2019). *Solutions de financement pour aider l'installation des jeunes agriculteurs dans le secteur laitier*. FranceAgriMer. <https://fnec.fr/les-solutions-de-financement-pour-aider-l-installation-des-jeunes-agriculteurs-dans-le-secteur-laitier/>
- FranceAgriMer. (2021). *Compétitivité des filières agroalimentaire française*. 414p. https://www.franceagrimer.fr/sites/default/files/rdd/documents/20210625_Rapport%20comp%C3%A9titivit%C3%A9202020_extrait_2.pdf
- Frappat, B. (2006). *Salariat et remplacement en exploitations laitières face au défi du recrutement* [Communication]. 13^{es} Rencontres autour des Recherches sur les Ruminants, Paris. <https://journnees3r.fr/textes3r/20060303-salariat-et-replacement-en-exploitations-laitieres-face-au-defi-du-recrutement/>
- Gaté, R., & Latruffe, L. (2016). Difficultés rencontrées lors de la transmission d'exploitations agricoles. Le cas de la Bretagne. *Économie rurale*, 351, 5-24. <https://doi.org/10.4000/economierurale.4792>
- Gelin, M., Chouteau, A., Delanoue, E., & Dockès, A. C. (2021). *État des lieux des métiers de l'élevage en tension. Identification et analyse des métiers en tension et de leurs facteurs d'attractivité et freins*. GIS Avenir Elevage. <https://www.gis-avenir-elevages.org/content/download/3735/36494?version=2>
- Guicheteau, M. (2021). *Les éleveurs et leurs pratiques quotidiennes : une sensibilité par-delà nature et culture ? Proposition d'une géographie sensible des éleveurs à partir de l'étude de trois territoires français*. [Thèse de doctorat, Université Clermont Auvergne]. HAL Thèses. https://theses.hal.science/tel-03541746v2/file/2021UCFAL002_GUICHETEAU.pdf
- Guillemin, P., & Bermond, M. (2021). Agricultrices néorurales à l'épreuve de la séparation conjugale. *Travail, genre et sociétés*, 45, 97-114. <https://doi.org/10.3917/tgs.045.0097>
- Guillet, F., & Barral, S. (2022). *Les mesures compensatoires portées par le secteur agricole : quelles exploitations, quelles mesures, quels changements écologiques ?* (Fiche no 6). ANR Compag. <https://shs.hal.science/halshs-03550825>
- Hasnaoui-Amri, N., Michel, L., & Soulard, C.-T. (2022). Vers un renouvellement du dialogue entre agriculteurs et régions urbaines autour de l'accès au foncier agricole. Cas de la Métropole de Montpellier, France. *Norois*, 262(1), 61-78. <https://doi.org/10.4000/norois.11798>
- Helms, C., Pölling, B., & Lorleberg, W. (2019). *Inventory of new entrant case studies* (Newbie Project Report D2.2). Newbie. <https://www.newbie-academy.eu/wp-content/uploads/2019/09/Deliverable-2.2-Inventory-of-new-entrant-case-studies.pdf>
- Hervieu, B., & Purseigle, F. (2022). Le problème agricole français. *Études*, 7, 47-60. <https://doi.org/10.3917/etu.4295.0047>
- Hubert, B., & Couvet, D. (2021). *La transition agroéco- logique : quelles perspectives en France et ailleurs dans le monde ?* (Tomes 1 & 2). Académie d'Agriculture de France & Presses des Mines.
- Idele. (2023). *Éleveurs de ruminants, l'attractivité en question* (Dossier Technique de l'Élevage no 7). Institut de l'Élevage. <https://idele.fr/detail-article/eleveur-de-ruminants-lattractivite-du-metier-en-question>
- IFOP-CNIEL. (2020). *L'attractivité des métiers du lait auprès des jeunes de 15-25 ans*. IFOP-CNIEL. <https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2020/02/116334-Pr%C3%A9sentation-SIA-25-02-2020.pdf>
- Jacquemain, H. (2017). *Modalités et contenus des processus d'apprentissage chez les éleveurs ovins et bovins viande utilisateurs de parcours : une enquête qualitative dans les zones méditerranéennes du Sud-Est de la France*. [Mémoire de fin d'études, Montpellier SupAgro]. DUMAS. https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-04045177/file/2017_RESAD_JACQUEMAIN.pdf
- Jacques-Jouvenot, D. (2014). Le paradoxe de la transmission du métier : le cas des éleveurs. *SociologieS*, 4566. <https://doi.org/10.4000/sociologieS.4566>
- Jeanneaux, P., Bodiguel, L., Purseigle, F., & Hervieu, B. (2020). Fragmentation du modèle de l'exploitation familiale et nouvelles structurations des relations capital-travail-foncier en agriculture. *Agronomie, Environnement et Sociétés*, 10. <https://doi.org/10.54800/uth202>
- Jeanneaux, P., & Velay, N. (2021). Capitalisation du revenu agricole et formation du patrimoine professionnel des exploitations agricoles. *Économie rurale*, 378, 97-117. <https://doi.org/10.4000/economierurale.9437>
- Jeanneaux, P., Wendling, E., Desjeux, Y., & Latruffe, L. (2023). Éclairage sur l'installation aidée en agriculture : le cas du Puy-de-Dôme. *Études rurales*, 212(2), 106-125. <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.31743>
- Jenot, F., Claude, J., Delfosse, C., & Napoleone, M. (2022). Les grandes transformations de la France rurale, de l'agriculture et de l'élevage des chèvres depuis la fin du XIX^e siècle. In M. Napoleone, F. Jenot, B. Le Bouf, & J. C. Le Jaouen (Eds.), *Histoires des régions caprines françaises : entre internalisation et relocation, modernité et tradition* (pp. 9-52). INRAE et Société d'Ethnozootechnie. <https://www.inrae.fr/actualites/histoire-regions-caprines-francaises>
- Jouve, A.-M., & Vianey, G. (2012). Le foncier, une ressource territoriale difficile à construire en périurbain. *Économie rurale*, 330, 27-41. <https://doi.org/10.4000/economierurale.3478>
- Lataste, D., Chizelle, B., & Guilhot, D. (2016). Projet d'installation collective « agri-rurale » et norme de groupe. *Sociologies pratiques*, 33, 83-96. <https://doi.org/10.3917/sopr.033.0079>
- Lataste, D. (2022). Difficultés de transmission des exploitations agricoles : les facteurs psychosociaux sont largement sous-estimés. *Pour*, 244(3), 40-47. <https://doi.org/10.3917/pour.244.0040>
- Lardenois, M. (2023, décembre 8). *Dynamiques d'installations et du salariat en élevage : analyse de la diversité des situations sectorielles et territoriales*. [Webinaire]. GIS Avenir Elevages. <https://www.gis-avenir-elevages.org/actualites/webinaire-dynamiques-d-installations-en-elevage>
- Laurant, D. (2022). *Accompagner les projets agricoles collectifs. Une étude inductive mêlant une démarche participative sur une étude de cas et des enquêtes qualitatives sur des fermes collectives en France* [Thèse de doctorat, Université de Montpellier]. HAL Science. <https://hal.science/tel-03940225/document>
- Laurant, D., Bazile, D., Le Page, C., & Rousselou, E. (2021). Proposition d'un cadre d'analyse des nouvelles formes collectives d'exploitation agricole en France. *Cahiers Agricultures*, 30, 45. <https://doi.org/10.1051/cagi/2021031>
- Le Bars, M. I. (2021). Stabilité des installations aidées en Bretagne. *Réussir Porc - Tech Porc*, 285, 12. <https://www.reussir.fr/porc/stabilite-des-installations-aidees-en-bretagne-pour-la-production-porcine>
- Le Blanc, J. (2011). Installation agricole : nouveaux profils, nouvel accompagnement. *Pour*, 212, 137-143. <https://doi.org/10.3917/pour.212.0137>
- Le Monnier, J. (2013). Terre de Liens : histoire de convergences. *Pour*, 220, 289-296. <https://doi.org/10.3917/pour.220.0287>
- Lécole, P. (2021). Petites fermes des villes, petites fermes des montagnes et soutiens de la Politique agricole commune. *Géographie, économie, société*, 23(3), 219-243. <https://doi.org/10.3166/ges.2021.0011>
- Léger-Bosch, C., Bertrand, N., & Gueranger, A. (2015). Les opérations de portage foncier pour préserver l'usage agricole. *Sciences Eaux & Territoires*, 17(2), 66-71. <https://doi.org/10.3917/set.017.0066>

- Levesque, R. (2017). *Une politique des structures est-elle encore envisageable ?* [Communication]. Journée d'automne AFZ Installation et transmission en élevage, Paris. https://www.zootechnie.fr/images/pdf/20171207_afz_levesque.pdf
- Lombard, P., & Baysse-Lainé, A. (2019). Terre de Liens, un levier foncier militant au service d'un projet politique pour l'agriculture. *Économie rurale*, 369, 83-101. <https://doi.org/10.4000/economierurale.7010>
- MASA. (2022). Pacte et loi d'orientation et d'avenir agricoles. Principes et méthodes pour la concertation. Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire. <https://agriculture.gouv.fr/pacte-et-loi-dorientation-et-davenir-agricoles-les-principes-et-la-methode>
- Madelrieux, S., Dupré, L., Hostiou, N., Barbosa, T., Bendahan, A. B., & Tourrand, J. F. (2010). Liens entre salariat et activité agricole : itinéraires professionnels de salariés d'élevage. *Cahiers Agricultures*, 19, 354-358. <https://doi.org/10.1684/agr.2010.0426>
- Madelrieux, S., Dobremez, L., & Borg, D. (2015). *Évolutions des formes d'exercice de l'activité agricole : quelles spécificités en zone de montagne ?* [Communication]. Colloque de la SFER – Structures d'exploitation et exercice de l'activité agricole : continuités, changements ou ruptures ?, Rennes.
- Malanski, P.D. (2017). *Identification des trajectoires d'évolution du travail de salariés permanents dans les exploitations agricoles : proposition d'un cadre d'analyse et application à l'élevage bovin laitier en Auvergne.* [Thèse de doctorat, Institut agronomique, vétérinaire et forestier de France]. HAL Thèses. <https://theses.hal.science/tel-02238868v1>
- Marx, J. M., Le Cœur, X., Poisson, F. (2022). *Évaluation du fonctionnement des structures chargées de la préparation à l'installation en agriculture* (Rapport no 21050). CGAER. <https://agriculture.gouv.fr/evaluation-du-fonctionnement-des-structures-chargées-de-la-préparation-l'installation-en-agriculture>
- Martin, T. (2016). Nouvelles formes de gouvernance foncière rurale au service d'installations agricoles respectueuses de l'environnement. *Sciences Eaux & Territoires*, 19(2), 56-59. <https://doi.org/10.14758/SET-REVUE.2016.19.11>
- Mauguin, P. (2019). Numéro spécial « De grands défis et des solutions pour l'élevage » : Avant-propos. In R. Baumont R. (Ed.), *Numéro spécial : De grands défis et des solutions pour l'élevage* (vol 32 no 2, pp. 85-86). INRA Productions Animales. <https://doi.org/10.20870/productions-animales.2019.32.2.2919>
- Morel, K. (2018). Installation collective néo-paysanne. *Pour*, 234-235, 153-161. <https://doi.org/10.3917/pour.234.0153>
- MSA. (2018). *Tableau de bord de la population des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole en 2016.* MSA – Direction des Statistiques, des Études et des Fonds. <https://statistiques.msa.fr/wp-content/uploads/2018/04/TB-installations-2016.pdf>
- MSA. (2022). Tableau de bord de la population des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole en 2020. MSA – Direction des Statistiques, des Études et des Fonds. <https://statistiques.msa.fr/wp-content/uploads/2022/02/TB-CE-2020d.pdf>
- Muñoz-Ulecia, E., Bernués, A., Casasús, I., Olaizola, A. M., Lobón, S., & Martín-Collado, D. (2021). Drivers of change in mountain agriculture: A thirty-year analysis of trajectories of evolution of cattle farming systems in the Spanish Pyrenees. *Agricultural Systems*, 186, 102983. <https://doi.org/10.1016/j.agsy.2020.102983>
- Nguyen, G., Purseigle, F., Brailly, J., & Marre, M. (2022). La sous-traitance des travaux agricoles en France : une perspective statistique sur un phénomène émergent. *Économie et Statistique*, 532, 91-113. https://www.persee.fr/doc/estat_0336-1454_2022_num_532_1_11021
- Nougarèdes, B., Rouquier, O., Laurens, L., Madeline, P., Mésini, B., & Perrin, C. (2023). Le bâti alimentaire territorial : un nouveau concept pour anticiper les besoins en constructions des filières alimentaires territoriales. *Norois*, 267(2), 31-54. <https://doi.org/10.3917/nor.267.0003>
- Nozières-Petit, M.-O. (2014). La commercialisation des produits, source de flexibilité pour les éleveurs ? [Thèse de doctorat, Montpellier SupAgro]. HAL Science. https://hal.science/tel-01254494/file/These_MONozieres_dec2014.pdf
- Nozières-Petit, M.-O., Guinamard, C., Couzy, C., Etienne, L., Lauvie, A., Moraine, M., & Moulin, C. H. (2021). Diversité des installations en élevage et des trajectoires d'entrée dans le métier d'éleveur dans les territoires pastoraux. *Fourrages*, 245, 65-75. <https://afpf-asso.fr/revue/fourrages-et-pastoralisme?a=2293>
- Olivier-Salvagnac, V., & Legagneux, B. (2012). L'agriculture de firme : un fait émergent dans le contexte agricole français ? *Études rurales*, 190, 77-97. <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.9687>
- Pech, M., & Giorgis, D. (2013). Le foncier agricole, un bien complexe à multiples facettes : L'exemple d'un projet d'acquisition collective en région PACA. *Pour*, 220(4), 151-161. <https://doi.org/10.3917/pour.220.0151>
- Perrot, C., Le Doaré, C., & Depeyrot, J. N. (2018). *Exploitations laitières françaises : une diversité en mouvement* [Communication]. 24^{es} Rencontres autour des Recherches sur les Ruminants, Paris. <https://journees3r.fr/textes3r/20181201-exploitations-laitieres-francaises-une-diversite-en-mouvement/>
- Peyraud, J.-L., & Duhem, K. (2013). Les élevages laitiers et le lait demain : exercice d'analyse prospective. In P. Faverdin, C. Leroux, & R. Baumont R. (Eds.), *Numéro spécial : La vache et le lait* (vol 26 no 2, pp. 221-230). INRA Productions Animales. <https://doi.org/10.20870/productions-animales.2013.26.2.3150>
- Picaud, L., Ridier, A., & Ropars-Collet, C. (2015). *Approche empirique des performances économiques et financières des exploitations installées aidées en Bretagne* [Communication]. Colloque de la SFER – Structures d'exploitation et exercice de l'activité agricole : continuités, changements ou ruptures ?, Rennes. <https://www.sfer.asso.fr/source/coll-structures-agricoles2015/sa2015-b1-ridier.pdf>
- Piet, L., Latruffe, L., & Collard, A. (2021a). *La performance économique d'une exploitation est-elle influencée par une transmission intergénérationnelle à venir ?* [Communication]. 15^{es} Journées de Recherches en Sciences Sociales, Toulouse. <https://hal.inrae.fr/hal-03595874>
- Piet, L., Melot, R., & Diop, S. (2021b). What drives competition on the farmland market? A case study in Brittany (France). *European Review of Agricultural Economics*, 48(1), 60-96. <https://doi.org/10.1093/erae/jbaa019>
- Pluvinage, J. (2016). Élevages en crise et questions sociétales. *Pour*, 231(3), 59-72. <https://doi.org/10.3917/pour.231.0059>
- Pottier, P., & Bonnefoi, B. (2021). *Renforcement de la qualité des Plans d'Entreprise Support des demandes de Dotation Jeunes Agriculteurs* (Rapport no 20016). CGAER. <https://agriculture.gouv.fr/renforcement-de-la-qualité-des-plans-d'entreprise-support-des-demandes-de-dotation-jeunes>
- Purseigle, F., Anzalone, G., Nguyen, G., & Hervieu, B. (2019). Des entreprises agricoles « aux allures de firme ». Mutations des exploitations agricoles françaises et nouveaux modes d'accès au foncier. In G. Chouquer, & M.-C. Maure (Eds.), *Les mutations récentes du foncier et des agricultures en Europe* (pp. 165-190). Presses universitaires de Franche-Comté. <https://doi.org/10.4000/books.pufc.5713>
- Purseigle, F., N'Guyen, G., & Blanc, P. (2017). *Le nouveau capitalisme agricole : de la ferme à la firme. Agricultures en mutation*. Presses de Sciences Po.
- Quénon, J., Ingrand, S., & Magne, M.-A. (2020). Managing the transition from purebred to rotational crossbred dairy cattle herds: Three technical pathways from a retrospective case-study analysis. *Animal*, 14(6), 1293-1303. <https://doi.org/10.1017/S1751731119003458>
- Rabassa, M. (2016). Diversité des formes d'installations en élevage pastoral dans les territoires méditerranéens : difficultés et leviers d'actions. [Mémoire de fin d'études]. Montpellier SupAgro.
- Rapey, H. (2015). L'agrandissement-spécialisation des élevages en montagne : une dynamique inégale. *Économie rurale*, 346, 3-14. <https://doi.org/10.4000/economierurale.4591>
- Régions de France. (2022). *Les politiques régionales en faveur de l'installation et de la transmission en agriculture*. Régions de France. https://regions-france.org/wp-content/uploads/2022/10/2022_10_02_VF_Rapport_Agri.pdf
- Rigollet-Davis, A., Annes, A., & Bouvard, A. (2023). *Se nommer dans le monde agricole La parole aux installés non issus du milieu agricole. Étude de cas en Quercy* [Communication]. 17^{es} Journées de Recherches en Sciences Sociales, Paris-Saclay. <https://hal.science/hal-05133239v1>
- Roguet, C. (2023). *Évolution, diversité et typologie des exploitations porcines en France : enseignements du recensement agricole de 2020, comparaison aux recensements de 2010 et 2000* [Communication]. 55^{es} Journées de la Recherche Porcine, Paris. <https://www.journees-recherche-porcine.com/texte/2023/ecosocio/ec01.pdf>
- Rosenwald, V. (2010). En réponse à la demande sociale, un nouveau type d'agriculteurs en Île-de-France. *Pour*, 205-206(2), 227-232. <https://doi.org/10.3917/pour.205.0227>
- Safer. (2022). *L'essentiel des marchés fonciers ruraux en 2021. Synthèse le prix des terres*. Safer. <https://www.safer.fr/app/uploads/2022/05/3-2022-SYNTH2021-12p-BD.pdf>

- Sencébé, Y. (2012). La Safer : De l'outil de modernisation agricole à l'agent polyvalent du foncier : hybridation et fragmentation d'une institution. *Terrains et travaux*, 20(1), 105-120. <https://www.cairn.info/revue-terrains-et-travaux-2012-1-page-105.htm>
- Scheromm, P., Laurens, L., Rixen, A., & Amri, N. H. (2021). Restaurer le pastoralisme autour des villes. *Études rurales*, 207, 100-119. <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.25214>
- Suess-Reyes, J., & Fuetsch, E. (2016). The future of family farming: A literature review on innovative, sustainable and succession-oriented strategies. *Journal of rural studies*, 47, 117-140. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2016.07.008>
- Sutherland, L.-A. (2023). Who do we want our 'new generation' of farmers to be? The need for demographic reform in European agriculture. *Agricultural and Food Economics*, 11(1), 3. <https://doi.org/10.1186/s40100-023-00244-z>
- Tittonell, P., Piñeiro, G., Garibaldi, L. A., Dogliotti, S., Oliff, H., & Jobbagy, E. G. (2020). Agroecology in large scale farming—A research agenda. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 4, 584605. <https://doi.org/10.3389/fsufs.2020.584605>
- Temesgen-Jemberie, C. (2014). *Comprendre la formation des prix du foncier agricole en France* [Thèse de doctorat, Agrocampus Ouest].
- Valabregue, C. (2016). *L'accès au foncier pour les porteurs de projet hors cadre familiaux. Étude exploratoire en Aveyron*. [Mémoire de master 2 Gestion de l'environnement et valorisation des ressources territoriales, Institut National Universitaire Champollion]. Dumas. <https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01570033v1>
- Verdoux, T., Nozières-Petit, M.-O., & Lauvie, A. (2019). *Role of the genetic resource in the creation and implementation of the settlement project in Mediterranean pastoral sheep breeding* [Poster]. 70^e Annual Meeting of the European Federation of Animal Science, Ghent. https://docs.eaap.org/boa/2019_Ghent_EAAP_Book_Abstracts.pdf
- Verret, V., Emonet, E., Claquin, M., Rougier, M., Sagot, L., Mischler, P., Gautier, D., Lescoat, P., Havet, A., Levavasseur, F., Péchoux, S., & Wolgust, V. (2020). Recoupler grandes cultures et élevages ovins par le pâturage, en vue de systèmes économiques en Île-de-France. *Innovations Agronomiques*, 80, 55-68. <https://hal.inrae.fr/ARINRAE-INNOVAGRO/hal-03234782>
- Veyset, P., Sarzeaud, P., Broutard, J., Carteron, P., & Ingrand, S. (2008). *Transmission des exploitations en élevage bovin allaitant : problématiques de la fin de carrière et leviers de réussite pour l'installation* [Communication]. 15^{es} Rencontres autour des Recherches sur les Ruminants, Paris. <https://hal.science/hal-01195240/>
- Veyset, P., Charleuf, M., & Lherm, M. (2020). Exploitations de polyculture-élevage bovin viande : plus grandes mais pas plus profitables que les exploitations d'élevage herbagères. *Cahiers Agricultures*, 29, 17. <https://doi.org/10.1051/cagri/2020015>
- Zagata, L., & Sutherland, L.-A. (2015). Deconstructing the 'young farmer problem in Europe': Towards a research agenda. *Journal of Rural Studies*, 38, 39-51. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2015.01.003>

Résumé

L'installation en élevage est une problématique clé du monde agricole avec une forte diminution du nombre d'élevages en France comme en Europe. Or les processus d'installation en élevage et les porteurs des projets sont de plus en plus diversifiés. Une compréhension des processus et des porteurs est nécessaire pour que les acteurs de l'accompagnement, à caractériser eux aussi, puissent développer les outils et méthodes pertinents. Ce travail s'est appuyé sur trois corpus : des entretiens auprès d'experts de l'installation et de l'élevage, une littérature grise abondante et une littérature scientifique sans aspect prospectif. L'état des lieux confirme les complexités grandissantes caractérisant les processus d'installation, les porteurs de projet, les projets eux-mêmes et les socio-écosystèmes territorialisés dans lesquels ces processus se déroulent. Leviers et freins sont proposés notamment sur la constitution des moyens de production : collectif de travail, foncier ou bâtiments, équipements et cheptels, où la tendance est à l'atténuation des spécificités du secteur et à l'hybridation avec d'autres ressources. Les dispositifs d'accompagnement et les acteurs associés sont présentés, soulignant la diversité de ceux-ci tant dans leurs rôles que dans leurs postures. Trois grandes questions sont proposées dans une approche transdisciplinaire de recherche pour l'action afin d'accompagner l'installation en élevage dans une période de transitions multiples majeures.

Abstract

Establishment in livestock farming systems in France: Issues and research agenda

Setting up a livestock farming business is a key issue for the farming world, with the number of livestock farms falling sharply in both France and Europe. Yet the processes involved in setting up a livestock farm and the people behind the projects are increasingly diverse. We need to understand these processes and the people behind them so that those involved in providing support, who also need to be characterized, can develop the relevant tools and methods. This study was based on three corpuses: interviews with experts in setting up and running livestock farms, abundant grey literature and scientific literature with no forward-looking aspect. The review confirms the growing complexity of the setting-up process, the project leaders, the projects themselves and the local socio-ecosystems in which these processes take place. Levers and obstacles are proposed, particularly with regard to the creation of production resources: work collectives, land or buildings, equipment and livestock, where the trend is towards attenuating the specific features of the sector and hybridizing with other resources. The support systems and associated players are presented, highlighting the diversity of their roles and positions. Three major questions are put forward as part of a transdisciplinary research-for-action approach to supporting the setting up of livestock farms during a period of major multiple transitions.

NOZIÈRES-PETIT, M.-O., & LESCOAT, P. (2025). L'installation en élevage en France : enjeux et agenda de recherche. *INRAE Productions Animales*, 38(3), 7527. <https://doi.org/10.20870/productions-animales.2025.38.3.7527>



Cet article est publié sous la licence Creative Commons (CC BY 4.0).
<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/deed.fr>

La citation comme l'utilisation de tout ou partie du contenu de cet article doit obligatoirement mentionner les auteurs, l'année de publication, le titre, le nom de la revue, le volume, les pages et le DOI en respectant les informations figurant ci-dessus.